

Annexions et désannexions.

---

# Bosnie- Herzégovine

PAR

**Nikola STOÏANOVITCH**

Député à la Diète et Membre du Conseil National  
de Bosnie-Herzégovine.

*Préface de*

**Maurice MURET**



GENÈVE

EDITION ATAR

—  
1917







# BOSNIE-HERZÉGOVINE

Echelle 1 : 3.000.000





*Annexions et désannexions.*

---

# Bosnie- Herzégovine

PAR

**Nikola STOÏANOVITCH**

Député à la Diète et Membre du Conseil National  
de Bosnie-Herzégovine.

*Préface de*

**Maurice MURET**



GENÈVE  
ÉDITION ATAR

—  
1917



## PRÉFACE

Le titre de la brochure si substantielle et si opportune que publie M. Stoïanovitch rappelle ce qu'on pourrait appeler le « forfait initial » de l'Autriche-Hongrie. Oui, c'est l'annexion de la Bosnie-Herzégovine qui commença de créer en Europe ce malaise d'où devait sortir la grande guerre. Les esprits avisés ne s'y trompèrent pas. La mainmise impudente de l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine commandait toutes les craintes. C'est avec raison que, dans son *Europe au jour le jour*, M. Auguste Gauvain insiste sur cette annexion, exécutée en violation flagrante des traités. Elle est le premier coup porté à la charte des nations et à l'équilibre européen par le germanisme insatiable..

L'Autriche, battue par la Prusse, s'était mise à l'école de son vainqueur, lui empruntant ses méthodes et son « idéal ». L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par le gouvernement de Vienne prouvait à quel point l'Autriche ne demandait qu'à profiter des leçons de Bismarck et de ses complices.

Sommée de justifier l'acte injustifiable qui la met-

tait en possession d'un territoire sur lequel elle n'avait aucun droit, l'Autriche alléguait tous les arguments qu'on devait voir reparaître au lendemain de l'invasion belge. Les traités ! ricanèrent les porteparole du *Ballplatz*, les traités ! quel était le sens de ce mot ? Cinq cents scribes ingénieux répétèrent alors, avec moins d'autorité sinon avec moins de conviction, la doctrine de la relativité des accords internationaux, doctrine qui devait trouver son expression impérissable dans la parole historique du chancelier de Bethmann : « Pour un chiffon de papier ! »

Les puissances libérales étaient d'ailleurs en 1908 si résolument pacifiques qu'elles souscrivirent, après une émotion éphémère, au fait accompli. Vienne et Berlin avaient spéculé sur l'indifférence des peuples d'Occident. Le sort d'une province lointaine du Balkan ne les ferait point sortir de leur réserve. L'événement prouva que les dynasties allemandes avaient bien spéculé. La facilité avec laquelle l'Europe se pliait à leurs entreprises ne pouvait que les engager à persévérer.

Il faut ajouter qu'une propagande fort adroitement menée par les Affaires Etrangères de Vienne avait réussi à accréditer sur l'action autrichienne en Bosnie-Herzégovine des idées totalement fausses. On lisait

fréquemment dans les journaux des pays neutres des articles ridiculement élogieux sur les « bienfaits » de l'administration autrichienne dans ces pays. Je ne jurerais même pas qu'on ne rencontrât jamais dans certains journaux anglais et français des éloges discrets au moins déconcertants à l'adresse de M. de Kallay. Pour beaucoup de gens, et jusque dans les pays où cette opinion était inadmissible, M. de Kallay était un grand homme et il convenait de reconnaître les heureux résultats de son activité.

La brochure de M. Stoïanovitch édifiera le lecteur sur les procédés du proconsul autrichien à l'égard de ses administrés. En fait, l'Autriche s'est montrée en Bosnie-Herzégovine aussi implacable et aussi tyrannique que partout ailleurs. L'ordre apparent que la politique à la Potemkin de son agent faisait régner dans cette province était à l'unisson de l'ordre autrichien de toujours. On ne comprendrait pas que les lecteurs de M. Stoïanovitch — et tout spécialement les lecteurs suisses — restassent insensibles à ses révélations si précises. La Suisse primitive n'avait pas plus à se plaindre de Gessler que la Bosnie-Herzégovine de M. de Kallay. Non, vraiment, on ne comprendrait point que ceux qui maudissent encore le souvenir de l'homme au chapeau refusassent leurs sympathies à cette vaillante population serbe, blessée,

torturée dans ses aspirations nationales par une tyrannie éternellement identique à elle-même.

Eternelle ? Non pas ! De toutes les puissances bellicérantes, l'Autriche est certainement la plus éprouvée, la plus lasse. Si la folie était à refaire, elle ne la referait pas. Une angoisse l'étreint et déjà ses émissaires parcourent le monde, empressés à plaider une cause d'ailleurs perdue.

Le militarisme prussien sera dompté, mais l'impérialisme autrichien qui, par soif de conquêtes orientales, s'est mis humblement à sa remorque, sera brisé lui aussi.

Je donne rendez-vous à M. Stoïanovitch dans sa bonne ville de Saraïevo, débarrassée de l'ennemi traditionnel, rendue à ses destinées nationales.

L'Europe libérale et la libre Amérique ont juré de rendre vie aux peuples encore asservis au pangermanisme malfaisant. Cette collaboration généreuse est assurée désormais de porter ses fruits. Encore un peu de patience, M. Stoïanovitch, encore un peu de courage. Et l'aurore de la liberté, l'amour aux doigts de rose chanté par le poète, ouvrira demain les portes d'un Orient affranchi !

MAURICE MURET

---

## AVANT-PROPOS

S'il est nécessaire de démontrer l'importance du sujet que je me propose de traiter, il suffira pour cela de rappeler ces faits historiques :

C'est le soulèvement de la Bosnie-Herzégovine qui déclenche, en 1877, la grande guerre russo-turque ;

C'est l'attentat de Saraïevo, capitale de la Bosnie, qui est la première étincelle — ou le prétexte — de l'actuelle conflagration ;

Depuis le traité de Francfort, la belliqueuse Allemagne a eu recours deux fois à l'ultimatum : la première en 1909, à l'occasion de la crise internationale provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine : la seconde après Saraïevo pour déchaîner la guerre mondiale.

Rien ne saurait, plus éloquemment que le simple exposé de ces faits, prouver l'importance attachée par la politique allemande — qui régit depuis si longtemps celle de toute l'Europe — à la question que j'ai entrepris d'étudier ici.

Dans cette étude je m'efforcerai d'être bref et

d'épargner au lecteur, dont l'attention est sollicitée par tant de publications diverses, toute vaine phraséologie. Je lui dirai en quelques mots ce qu'est géographiquement et historiquement le pays sur lequel je cherche à appeler son intérêt ; puis j'exposerai et j'enchaînerai des faits capitaux et authentiques, mais cela objectivement et en m'interdisant d'habiller les événements d'autres commentaires que ceux qui me sembleront nécessaires pour les rendre parfaitement compréhensibles.

Aujourd'hui que les parlements de la monarchie dualiste ont parlé et que la Diète bosno-herzégovienne est dissoute, j'ai considéré comme un devoir impérieux de chercher à faire connaître et à faire comprendre les revendications de la Bosnie-Herzégovine.

N. STOÏANOVITCH.

Juillet 1917.

---

## APERÇU GÉNÉRAL

### Notice géographique.

La Bosnie et l'Herzégovine, longtemps réunies sous le nom de *Royaume de Bosnie*, forment à l'extrémité N.-O. de la péninsule balkanique un vaste territoire de plus de 50,000 kilomètres carrés équivalent à peu près au dixième de la superficie de la France, plus grand sensiblement que la Belgique ou que la Suisse.

Les frontières de ce pays ressemblent, selon l'expression d'un voyageur, à l'enceinte d'une forteresse ; naturellement défendu de tous côtés par des montagnes ou par des rivières, il constitue en effet une unité géographique nettement distincte du territoire austro-hongrois.

C'est par l'Herzégovine qu'il a sur la mer Adriatique deux débouchés, dont un seul, celui de Klek, se prête à la création d'un port. Elysée Reclus a appelé la Bosnie-Herzégovine « la Suisse de l'Orient » et a comparé ses chaînes de montagnes à celles du Jura. Elle se dirigent généralement du N. O. au S. E. et

se développent en longs remparts parallèles, hérissés çà et là de crêtes aiguës. Les rivières déversent leurs eaux au nord dans la Mer Noire, au sud dans l'Adriatique. Trois sont navigables : la Save tout au long de son cours en Bosnie, la Drina et la Naretva vers leur embouchure seulement.

Les montagnes et les immenses forêts occupent 42 % de la superficie totale du pays ; les calcaires du Karst 29 %, les terrains accidentés 24 %, et la plaine proprement dite seulement 5 % ; mais les terres, d'une grande fertilité et presque partout d'une qualité supérieure, s'y prêtent aux cultures les plus diverses.

Le climat, naturellement très varié, à raison des différences de température qu'occasionnent les montagnes, est remarquablement sain.

Notons enfin que, selon les statistiques officielles, la population était en 1910 de 1.898.044 habitants, soit 37,06 par kilomètre carré.

### **Les grandes étapes historiques.**

Habitées jusqu'en 400 environ avant J. C. par les Illyriens, la Bosnie et l'Herzégovine furent conquises ensuite par les Celtes, puis par les Romains. Comme provinces romaines elles faisaient partie intégrante de la Dalmatie et de la Pannonie.

Les Yougoslaves y étaient déjà établis lorsqu'en 555 Byzance s'empara de ces pays. Ils furent gou-

vernés pendant longtemps par de petits princes ou ducs, jusqu'à l'établissement, au XI<sup>e</sup> siècle, du Bannat bosniaque. Les rois de Hongrie mettaient à profit leur titre de « Roi apostolique » pour combattre et chasser une secte hérétique, les *Bogomiles* (assez analogue à celle des Albigeois) qui commençait à beaucoup se propager dans ces pays.

Sous la dynastie des Kotromanitch la Bosnie devint un Etat en vue. Tvrdko (1354-1391) se fit proclamer roi et, après la grande bataille de Kossovo (1389), tint sous sa domination la Bosnie jusqu'à l'Adriatique, ainsi qu'une partie considérable de la Serbie.

Au XV<sup>e</sup> siècle les Hongrois et les Turcs se disputèrent la Bosnie, qui devint le théâtre de leurs luttes. En 1463 la Turquie établit sa mainmise sur la Bosnie et en 1483 sur l'Herzégovine.

Les Turcs gouvernèrent ces pays à leur façon jusqu'en 1878. Avec une partie insignifiante de la population indigène qui s'était convertie au mahométisme, ils régnèrent en maîtres absolus sur la population chrétienne. Les seuls vestiges de la civilisation de cette époque sont les poèmes nationaux, les ouvrages domestiques et quelques livres écrits ou copiés par les moines.

Avec l'année 1878 commença l'occupation des deux provinces par l'Autriche-Hongrie : elle dura jusqu'à l'annexion en 1908. A partir de cette date elles devinrent, à proprement parler, une colonie austro-

hongroise ; l'Alsace-Lorraine à l'ouest et la Bosnie-Herzégovine à l'est formèrent les deux ailes extrêmes de la *Mitteleuropa* et l'Autriche-Hongrie adopta en Bosnie-Herzégovine une politique identique à celle de la Prusse en Alsace-Lorraine.

### Les habitants.

La population est homogène et appartient presque uniquement à la race slave : elle se partage en trois religions : serbe orthodoxe (43.49 %), musulmane (32.25 %) et catholique (22.87 %). Il y avait en 1910 parmi les catholiques 108.000 Austro-Hongrois, qui se sont introduits dans le pays soit comme fonctionnaires, soit comme commerçants et comme ouvriers. 90 % de la population s'occupent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage des bestiaux, le reste appartient à l'industrie, au commerce, ou au cadre des fonctionnaires.

Citons pour finir quelques lignes du grand écrivain français Anatole Leroy-Beaulieu, consacrées au portrait de la race bosno-herzégovinienne :

« Une chose nous frappe d'abord : la vigueur et plus encore la beauté de la race, on pourrait même souvent dire sa finesse et sa distinction. En vérité, je n'en connais guère de plus belle en Europe. La race, avons-nous dit, est particulièrement belle, surtout en Herzégovine. Elle est grande de stature, mince de

taille, élégante et fine de tournure. Nulle part peut-être je n'ai vu d'aussi beaux hommes, sauf dans les contrées slaves voisines en Dalmatie et en Monténégro. Ils ont la démarche fière et l'air ouvert : leur noblesse naturelle est encore rehaussée par l'élégante simplicité du costume<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> A. LEROY-BEAULIEU : *Les races, les religions, la nationalité en Bosnie-Herzégovine.*

---



# Bosnie-Herzégovine

## I

### La Turquie et la Bosnie-Herzégovine au XIX<sup>e</sup> siècle.

Depuis la conquête par les Turcs de la Bosnie (1463) et de l'Herzégovine (1483) les luttes contre les envahisseurs n'ont jamais cessé. Les montagnes qui environnent les villes de Mostar, Saraïevo, Touzla et Banïa-Luka ont toujours servi de citadelles aux défenseurs du peuple opprimé par les Turcs. Ces défenseurs jouaient à peu près le même rôle que les comitadjis dans la Macédoine à la veille de la guerre balkanique. Mais en Bosnie-Herzégovine ces luttes ont été plus compliquées et plus difficiles que celles qui ont eu lieu dans les autres provinces serbes, car une bonne partie de l'ancienne noblesse serbe et de la population, après avoir embrassé l'hérésie bogumile au temps où leur Etat était indépendant, s'était convertie ensuite au mahométisme dans le but d'éviter les violences turques.

A partir de la Révolution Française et du soulèvement en Serbie contre les Turcs, les idées de liberté et d'indépendance nationale prirent une forme plus précise et plus collective. Ce sont les Serbes de religion musulmane qui, sous la direction de Hussein-Bey Gradachtchévitch, proclamèrent les premiers *l'indépendance* (1831) chassèrent les autorités turques et, s'étant joints aux autres rebelles sur le Kossovo (champ du merle), y firent subir à une armée turque une défaite historique. Hussein-bey, chef des rebelles, fut proclamé gouverneur de Bosnie, mais ne put maintenir *l'indépendance du pays* que pendant une année seulement, car la Turquie envoya une puissante armée à laquelle les patriotes ne purent opposer des forces suffisantes.

Ali-pacha Rizvanbégovitch, alors gouverneur de l'Herzégovine, prit dès l'abord une attitude réservée à l'égard de ce mouvement national et se proclama ensuite *maître indépendant de l'Herzégovine*. Les deux chefs étaient en relations avec la Serbie et le Monténégro et agirent de concert avec eux.

En 1849, au lendemain du soulèvement de notre peuple en Croatie et en Voïvodina-Serbe (Syrmie, Banat, Batschka), les Serbes de Bosnie sans distinction de religion, musulmans et chrétiens, essayèrent un nouveau soulèvement contre les Turcs. Serdar Omer-pacha ne réussit à l'étouffer qu'au prix de grands efforts. Chrétien devenu musulman, il s'est surtout

efforcé de semer la division entre les Serbes des deux religions en augmentant la différence de l'état social entre les beys musulmans et les *kmets* (paysans tributaires) chrétiens.

En 1856 surgirent de graves agitations d'ordre agraire qui durèrent jusqu'à ce que, en 1859, le décret de Safer vint donner une solution à cette question.

En 1862, Louka Voukalovitch, chef national des Serbes d'Herzégovine, d'accord avec les Serbes des Bouches de Cattaro, organisa un nouveau soulèvement qui obtint un succès partiel car la Turquie reconnut *une autonomie limitée à l'Herzégovine* : Louka Voukalovitch en fut le chef chrétien, militaire et civil. Mais lorsque les violences et les intrigues des Turcs recommencèrent, il se vit forcé de quitter l'Herzégovine avec ses amis et de se rendre en Serbie et de là en Russie. Ce fut en même temps la fin de l'autonomie herzégovinienne.

Depuis lors le pays ne connut plus de repos. Dans les milieux diplomatiques on a discuté la question de donner la Bosnie-Herzégovine au prince Michel Obrenovitch de Serbie, qui l'aurait administrée à titre de mandataire du Sultan. Cette idée, à laquelle l'Autriche-Hongrie elle-même avait donné son assentiment, fut accueillie avec un grand enthousiasme par la population, aussi bien chrétienne que musulmane, qui commença immédiatement les pré-

paratifs de l'entrée solennelle du prince Michel. Mais l'assassinat mystérieux et imprévu de ce prince, en 1868, vint tout remettre en question. Les Musulmans de Bosnie-Herzégovine essayèrent, par l'entremise de Nazim-bey Rizvanbégovitch, de se mettre en relations avec les régents du prince mineur, héritier du feu prince Michel, et leur adressèrent une demande conçue dans les termes suivants :

« Pour sauver le peuple bosno-herzégovinien des violences insupportables exercées par ses ennemis, moi, chef du peuple bosno-herzégovien, j'ai demandé aide à la Serbie, nous unissant à elle comme faisant partie avec elle d'un même corps, ayant le même but qu'elle et acceptant le règne de la principauté de Serbie. »

Mais les circonstances extérieures ne permirent pas au gouvernement serbe de donner suite à cette demande.

Le 9 juillet 1875, les « zaptias » (gendarmes turcs) furent attaqués par les insurgés herzégoviniens dans le district de Névésinié. *L'insurrection fut générale.* Les insurgés lancèrent le 29 juillet le manifeste suivant : « Quiconque n'a pas éprouvé sur lui-même la barbarie turque et n'a pas été témoin des souffrances et des martyres de la population chrétienne ne peut guère comprendre ce que c'est que le *raïa*<sup>1</sup> — pauvre être muet, plus humble qu'un animal, une espèce

Nom donné aux sujets chrétiens des Turcs.

d'homme créé pour être esclave. Chaque parcelle de terre est trempée du sang et des larmes de nos ancêtres. Aujourd'hui le *raïa* est décidé à entrer dans la lutte pour sa libération et à y persévérer jusqu'au dernier homme.» *Les insurgés proclamèrent en même temps leur union avec la Serbie.* L'assemblée nationale serbe, réunie à Kragouïévatz, parlait du « noble écho qui répondit aux cris de désespoir du peuple de l'Herzégovine et des sacrifices que la Serbie était prête à faire pour assurer le bien-être de ses frères d'une manière durable. »

L'insurrection gagna bientôt la Bosnie du nord-ouest. Elle convergeait de manière à comprendre la Bosnie-Herzégovine tout entière. Aussi bien les orthodoxes que les catholiques y participaient. Un des chefs des insurgés était le roi de Serbie actuel, Pierre I<sup>er</sup>.

Vers la fin de 1875, les consuls de Russie et d'Autriche intervinrent officiellement et engagèrent les insurgés à leur faire connaître leurs revendications, que les gouvernements qu'ils représentaient se chargeraient de transmettre à la Porte. Dans ce but spécial les insurgés revendiquèrent une *autonomie* politique restreinte.

Pour éviter l'intervention des grandes puissances européennes, la Turquie promit par le firman impérial du 12 décembre 1875 toutes les réformes demandées. Mais déjà le 30 du même mois de décembre 1875

le comte Julius Andrassy, à ce moment ministre des Affaires Étrangères austro-hongrois, d'accord avec les gouvernements des autres grandes puissances, adhéra aux revendications principales des insurgés et demanda l'institution d'une commission mixte composée de chrétiens et de musulmans indigènes, qui devait surveiller l'exécution de ces réformes.

Le 13 février 1876 la Porte accepta la note des grandes puissances, mais elle ne procéda pas à la réalisation des réformes promises. Le point de vue des chefs des insurgés, au sujet des réformes formulées dans la note du comte Andrassy, se trouve exprimé dans leur résolution du 27 mars 1876 : « Ces réformes constituent nos droits écrits que la Sublime Porte elle-même ne pourra plus supprimer et pour la défense desquels nous aurons recours aux grandes puissances qui nous les ont fait acquérir. De ces réformes, loyalement appliquées, sortira nécessairement *une administration spéciale* pour la Bosnie-Herzégovine, qui assurera l'ordre public et le bien-être du peuple et qui écartera dorénavant toute complication en Orient. »

Les perquisitions des autorités turques chez les Serbes bosno-herzégoviens ne cessèrent pourtant pas, de sorte que les insurgés continuèrent à se tenir dans les montagnes. C'est pour cette raison que le gouvernement de la principauté de Serbie demanda le 23 juin 1876 à la Porte « que les troupes serbes et

monténégrines fussent chargées de rétablir la paix et l'ordre en Bosnie-Herzégovine. »

Sur le refus de la Turquie d'accéder à cette demande, la guerre lui fut déclarée ; mais après plusieurs mois de luttes, de succès et de revers, la Serbie fut amenée à demander un armistice.

Les gouvernements des grandes puissances s'occupèrent de nouveau de cette affaire qui fut encore compliquée par le soulèvement en Bulgarie. Le but cherché par la politique russe était la solution définitive de la question balkanique dans son entier. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle voulait *empêcher la création, à ses frontières, d'un fort Etat yougoslave*. Les représentants de toutes les grandes puissances montrèrent en somme le souci de maintenir la paix européenne. L'attitude de l'Angleterre fut d'une importance presque prépondérante et fixa l'opinion publique qui jusqu'alors avait partagé ses sympathies entre les Slaves opprimés et leurs persécuteurs turcs. Le Premier ministre anglais de cette époque, Lord Beaconsfield, appartenait au second courant, tout en faisant quelques concessions au premier, dont Gladstone était le représentant. C'est ainsi que Lord Beaconsfield fut amené à demander à la Turquie un programme de pacification accordant *l'autonomie administrative* à la Bosnie-Herzégovine et à la Bulgarie (25 septembre 1876). L'Angleterre non officielle, représentée parmi les insurgés par deux généreuses et vaillantes Anglaises, Miss

Irby et Miss Mackenzie, s'occupa de secourir matériellement les familles éprouvées des insurgés bosniaques.

Le 12 décembre 1876, à la conférence préalable tenue à Constantinople entre Lord Salisbury et l'ambassadeur russe Ignatieff, il fut convenu *qu'une nouvelle organisation administrative serait introduite en Bosnie-Herzégovine et en Bulgarie* avec un gouverneur dont le choix, nominalelement confié à la Turquie, dépendait en réalité des grandes puissances; une commission internationale devait en même temps être créée pour surveiller l'exécution des réformes. Toutes les grandes puissances se rangèrent à cette solution : elles exposèrent au gouvernement turc leurs points de vue communs à la conférence de Constantinople, qui commença ses travaux le 23 décembre 1876, au bruit des salves qui célébraient la Constitution de l'empire turc. La Porte voulait éluder par ce bluff toutes les réformes revendiquées.

Les représentants des grandes puissances insistèrent en vain, à la suite de longues consultations, pour obtenir l'exécution des réformes promises. La Turquie s'obstinant à la refuser, la Russie lui déclara la guerre le 24 avril 1877.

Les premiers coups de canon mirent en lumière les buts politiques des différents Etats. La politique des grandes puissances de ce temps-là était éminemment anti-slave, car on craignait l'anéantissement par le cosaque des libertés occidentales. L'Allemagne

de Bismarck, alliée de la Russie, appuyait ces craintes. Les méthodes et les buts allemands au cours de cette guerre ont clairement démontré que c'est l'Allemagne qui a créé la croyance au danger russe et slave. D'autre part, en Russie, c'est elle aussi qui a continué à répandre la peur de la culture occidentale. La tendance de Bismarck était d'affaiblir la Russie et de la lier par suite plus efficacement à l'Allemagne en même temps que de pousser l'Autriche dans les Balkans afin de lui faire oublier son grand rôle politique d'autrefois en Allemagne. La morale de l'Allemagne était à cette époque la même qu'aujourd'hui, c'est-à-dire que les petits Etats n'ont pas le droit à l'existence. C'est pourquoi elle prit parti contre les nations balkaniques et pour le partage des sphères d'influence entre deux grandes puissances, l'Autriche-Hongrie et la Russie, alors alliées. C'est la Grande-Bretagne officielle qui, protectrice à cette époque de la Turquie avec laquelle elle conclut plus tard une alliance défensive, ne voulut pas permettre que Constantinople tombât aux mains des Russes.

Les pourparlers au sujet de l'escamotage des succès militaires russes eurent lieu au cours de la guerre. L'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne tombèrent d'accord sur les points suivants, formulés dans une déclaration :

1. Aucune puissance n'exercera jamais le protectorat des chrétiens en Turquie.

2. La paix ne pourra être conclue que sous la signature de toutes les grandes puissances.

3. La Russie ne pourra acquérir aucune possession sur la rive droite du Danube.

4. *Aucun droit de secundogéniture russe ni austro-hongrois ne sera établi dans les Balkans.*

5. Il ne pourra être question que la Russie obtienne Constantinople.

6. Il ne sera créé aucun grand Etat slave au détriment de la population balkanique, mais *une autonomie politique pourra être accordée avec un gouverneur indigène.*

7. L'interdiction du passage des Dardanelles sera maintenue.

Quoique ces déclarations, purement négatives, dussent rester secrètes, la Russie sentit pourtant qu'il existait un accord des grandes puissances contre ses revendications. C'est pourquoi elle s'apprêta à empêcher l'intervention des autres puissances, par une paix conclue à la hâte et avantageuse pour elle-même. Entre autres dispositions au sujet des affaires balkaniques, le traité de paix conclu entre la Turquie et la Russie le 3 mars 1878 à San-Stéfano contient — dans l'article 14 — une clause concernant la Bosnie-Herzégovine : « *Les propositions européennes seront immédiatement appliquées en Bosnie-Herzégovine.* » Ces propositions furent communiquées aux plénipotentiaires ottomans dans la première séance de la conférence

de Constantinople, avec des modifications établies d'un commun accord entre la Sublime Porte et les gouvernements russe et austro-hongrois.

La Russie, ainsi qu'on le voit, est restée tout à fait fidèle au programme commun des puissances européennes, c'est-à-dire à *l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine*. Les autres dispositions du traité et la façon dont il a été élaboré ont provoqué une certaine opposition et de la méfiance, surtout en Angleterre. C'est pour cette raison qu'à la suite de longues consultations, on eut recours au Congrès de Berlin, que présida le prince Bismarck.

Les milieux militaires austro-hongrois soutenaient à cette époque l'idée de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. Le comte Andrassy, qui jusqu'alors avait toujours affirmé à la Russie que « tant qu'il existe un empire turc l'occupation d'une quelconque de ses parties n'était ni dans l'intérêt de l'Autriche-Hongrie, ni par conséquent dans les intentions de son auguste souverain », s'associa tout d'un coup à ce courant impérialiste. Pourquoi ? Cette question n'est pas encore complètement résolue. Les faits qui pourraient apporter quelque lumière en cette affaire sont vagues. Le prince Bismarck, qui s'effrayait de l'indépendance de la Russie renforcée, a dit en mai 1878 au prince-héritier austro-hongrois Rudolf : « Nous devons nous armer dès avant le congrès pour pouvoir recourir aux armes à

la moindre résistance de la Russie. L'Allemagne prêtera à l'Autriche-Hongrie non seulement le concours de sa force morale mais aussi celui de sa force effective. » (Citation de « *Die Mitteilungen des Feldzeugmeisters Grafen Beck* » faite par Wertheimer dans son ouvrage « *Graf Julius Andrassy* ».) Le 5 mai 1878, Bismarck écrivait au comte Stolberg, ministre allemand à Vienne, pour l'engager à influencer Andrassy en vue de l'occupation immédiate de la Bosnie-Herzégovine.

Le comte Chouwalov, délégué russe au Congrès de Berlin, disait au ministre serbe Ristitch que l'auteur de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine était le prince Bismarck, qui avait réussi dans l'entrevue de Salzburg à convaincre le comte Andrassy de la nécessité de céder au courant militaire<sup>1</sup>.

Le comte Andrassy, appuyé par le prince Bismarck, demanda l'assentiment des grandes puissances à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. *Ce ne fut que le 6 juin 1878 que l'Angleterre consentit à ne pas, au Congrès de Berlin, faire obstacle à cette proposition austro-allemande.* L'Italie s'y opposa très longtemps sur les avis de Crispi, qui avait dit en 1877 à Bismarck qu'elle ne pourrait jamais consentir à l'occupation de ces deux provinces serbes par l'Autriche-Hongrie. En effet, l'attitude de l'Italie, au Congrès

<sup>1</sup> RISTITCH, *L'Histoire diplomatique de la Serbie*, p. 251-255.

même, fut nettement hostile aux tendances impérialistes austro-hongroises.

Dans la séance du Congrès du 26 juillet le comte Andrassy, s'efforçant de prouver l'intérêt spécial de l'Autriche-Hongrie, en tant qu'Etat limitrophe, dans la question de la Bosnie-Herzégovine, a ouvertement reconnu que « *la question bosno-herzégovinienne ne cesse pas d'être une question éminemment européenne* ». Il considérait que ni le gouvernement turc, ni les principautés serbes voisines n'étaient à même de résoudre « la question agraire, source principale des secousses périodiques qui ont agité ces contrées, mais seulement un pouvoir fort et impartial ».

« L'Autriche-Hongrie a l'obligation de déclarer franchement et ouvertement que ses intérêts les plus vitaux ne lui permettent d'accepter, de la question bosno-herzégovinienne, qu'une solution apte à amener la pacification durable des dites provinces ».

Après cela Lord Salisbury donna lecture de la motion anglaise qui en somme exprimait ce qui suit :

« Si les puissances ne réussissent pas dès à présent à pourvoir à l'établissement d'une administration stable et forte dans ces régions, elles seront responsables du renouvellement inévitable des souffrances qui ont provoqué les vives sympathies de l'Europe et qui ont donné lieu à de si graves événements.

« La situation géographique de ces provinces est

aussi d'une importance politique. Dans le cas où il en tomberait une partie considérable entre les mains de l'une des Principautés voisines, une chaîne d'Etats slaves serait formée qui s'étendrait à travers la presque île des Balkans et dont la force militaire menacerait les populations d'autre race occupant les territoires au sud. Un pareil état de choses serait sans doute plus dangereux pour l'indépendance de la Porte qu'aucune autre combinaison.

« Pour ces motifs, le gouvernement de la Reine propose aux Puissances réunies que le Congrès statue que les provinces de la Bosnie et de l'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie ».

Inimédiatement après, le prince Bismarck déclara : « L'Allemagne, qui n'est liée par aucun intérêt *direct* dans les affaires d'Orient, partage pourtant le désir de mettre fin à un état de choses qui, en se prolongeant, *contiendrait le germe de nouveaux désordres* ayant à leur suite des désaccords entre les cabinets européens », et il accepta le projet. Après que les autres puissances eurent donné leur consentement plus ou moins explicite, sauf le représentant turc qui s'est abstenu, le prince Bismarck, qui n'était pas *directement* intéressé à l'affaire, a clos la discussion en s'irritant de cette abstention, en adressant force menaces à la Turquie, et en annonçant que jusqu'à la nouvelle déclaration « le protocole reste ouvert

pour la recevoir ». Cette déclaration turque fut remise à la séance du 4 juillet 1878 : elle est littéralement ainsi conçue :

« Le gouvernement impérial ottoman a pris en très sérieuse considération l'opinion émise par le Congrès relativement aux moyens propres à amener la pacification de la Bosnie et de l'Herzégovine ; il y met une entière confiance et il se réserve de s'entendre directement et préalablement avec le cabinet de Vienne à cet égard. »

*Les délégués des insurgés, ainsi que le ministre serbe Ristitch n'ont pas même pu exposer leurs points de vue, ce qui avait été accordé aux représentants grecs dans diverses questions, entre autres dans celle de la Crète.*

Selon les conclusions du Congrès, l'article 25 du Traité de Berlin est ainsi conçu :

*Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie.*

L'Autriche-Hongrie commença l'occupation à partir du 28 juillet 1878, après entente préalable avec la Turquie. Selon les désirs des gouvernements de Serbie et du Monténégro, qui ont voulu respecter les dispositions du traité, la population chrétienne, lassée déjà par une insurrection de trois ans, n'offrit aucune résistance. Seule la population musulmane, sans organisation et sans bonnes armes, entravait quelque peu les progrès de l'armée austro-hongroise qui, le 20 octobre 1878, achevait l'occupation par

la prise de Bihatz. Le comte Andrassy, qui avait dit qu'il accomplirait cette œuvre avec une musique et une compagnie de soldats, dut modifier cette opinion. Il fallut en effet que l'Autriche-Hongrie mobilisât deux cent mille hommes pour briser le petit soulèvement d'une partie du peuple bosno-herzégovinien. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner de la déclaration faite le 3 mars 1879 par M. Sturm, rapporteur de la très forte opposition au Parlement autrichien, suivant laquelle il considère *l'occupation comme le plus grand mal arrivé à l'Autriche depuis l'année 1811.*

Dans la proclamation lancée au peuple par le commandant austro-hongrois en mettant le pied sur le sol bosniaque, il fut déclaré que les vœux et les mœurs de la nation seraient toujours respectés et que l'armée austro-hongroise venait dans le pays en amie et non pas en ennemie du peuple.

Dans la convention de Novi-Pazar du 21 avril 1879, l'Autriche-Hongrie reconnut au gouvernement turc le maintien de la souveraineté du sultan sur la Bosnie-Herzégovine, assura que le drapeau turc pourrait à l'avenir continuer de flotter sur les mosquées musulmanes, que la circulation de la monnaie turque serait permise et que les revenus de la Bosnie-Herzégovine seraient exclusivement affectés aux besoins de ce pays lui-même.

L'Autriche-Hongrie a, en somme, tout fait alors

pour donner à ses intentions les apparences les plus innocentes. Pendant toute cette période, avant et pendant le Congrès de Berlin, l'Autriche-Hongrie a agi comme un criminel qui, arrivé furtivement à prendre possession d'un bien, désire le mettre en sûreté de concert avec son complice. On voit clairement aujourd'hui que ce n'était pas la sagesse politique des hommes d'Etat austro-hongrois, mais bien leur mauvaise conscience qui dirigeait leur activité. Ils se rendaient parfaitement compte qu'ils entraient en Bosnie-Herzégovine *contre la volonté du peuple de ce pays*, voire contre la volonté de la plus grande partie de la population austro-hongroise, contre la volonté de la Serbie, du Monténégro, de la Turquie, de la Russie et de l'Italie en tant qu'Etats directement intéressés.

Bismarck sut profiter de cette fausse situation de l'Autriche-Hongrie et conclure avec elle en 1879 une alliance défensive dans le but immédiat de protéger les butins respectifs (Alsace-Lorraine et Bosnie-Herzégovine). Par cette alliance furent posés *de facto* les fondements de la *Mittleuropa*, qui devint plus tard agressive, considérant ses nouvelles possessions comme des étapes de son expansion à l'est et à l'ouest.

Les puissances centrales, en exerçant ces violences, sentaient bien alors qu'elles n'étaient pas dans leur droit et que seule la force pouvait assurer leurs pos-

sessions illégitimes. Mieux que quiconque elles savaient que les Etats européens qui n'étaient pas directement intéressés dans cette question allaient bien vite découvrir la fausseté des arguments par lesquels Vienne et Berlin avaient caché, sous le masque des prétendus intérêts européens, ce qui n'était que leurs intentions égoïstes.

Aujourd'hui les événements mêmes ont démontré toute la déloyauté de la thèse austro-germanique d'alors. Les faits suivants sont connus de tout le monde civilisé :

1. Qu'en 1878 il n'existait aucun danger panslaviste.

2. Que le gouvernement austro-hongrois n'a pas assuré l'équilibre dans la péninsule balkanique par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, mais qu'au contraire il l'a rompu; qu'il n'était pas le représentant de l'occident, mais bien l'avant-garde du germanisme.

3. Que les petits Etats ne sont pas superflus et impuissants comme l'affirmait alors et comme l'affirme aujourd'hui encore la théorie germanique.

On a dérogé jusqu'à présent au Traité de Berlin en plusieurs de ses points principaux. Et à défaut de preuves plus manifestes, cela montrerait d'une façon suffisamment évidente que des combinaisons se sont créées sans principes clairs et équitables, combinaisons peu solides et impossibles, uniquement suscep-

tibles de créer de nouvelles complications. De nombreux événements, et notamment presque tous ceux qui se sont déroulés dans les Balkans depuis 1878, sont la conséquence des fausses bases du Traité de Berlin, ce premier acte du drame de la *Mitteleuropa*.

---

## II

### L'occupation par l'Autriche-Hongrie. (1878-1908)

La Serbie et le peuple serbe n'ont jamais sans doute éprouvé de déception plus amère que celle que leur réservait le Traité de Berlin. Sir William White — que sa connaissance approfondie des questions d'Orient avait fait désigner pour assister Lord Beaconsfield et Lord Salisbury — disait au ministre serbe des Affaires Etrangères en arrivant à Belgrade :

« Le Congrès de Berlin a déclaré la Serbie indépendante. Mais remarquez ce que je vais vous dire : Le Congrès n'a garanti votre indépendance que sur le papier. En réalité, avec l'occupation par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine, vous, la Serbie, vous ne pouvez avoir une vraie indépendance. La politique de votre pays aura toujours à osciller entre l'Autriche et la Russie. »

L'union douanière et une convention militaire furent immédiatement offertes à la Serbie. D'après la conception de l'Autriche, c'était une compensation pour la perte de la Bosnie-Herzégovine. Mais les

hommes d'Etat serbes y virent plutôt et plus justement poindre la *Mittleuropa* et le *Drang nach Osten* (la poussée vers l'Orient).

Aussi la proclamation de l'armée hongroise lors de l'entrée en Bosnie, ainsi que la Convention avec la Turquie du 21 avril 1879 — qui reconnaissait que le mandat des grandes puissances était la base du travail et de l'existence du gouvernement austro-hongrois en Bosnie-Herzégovine — furent-elles rédigées dans un esprit très conciliant et très favorable au peuple. En lui promettant la liberté et la paix, les autorités austro-hongroises reconnaissaient ouvertement la suzeraineté du Sultan. Cela marquait clairement que la situation de l'Etat au point de vue international restait un problème encore irrésolu. Mais cela n'empêchait nullement l'Autriche-Hongrie d'incorporer dès le mois de décembre 1879 la Bosnie-Herzégovine dans sa communauté douanière et d'interdire le cours légal de la monnaie turque ; ces deux faits sont en contradiction flagrante avec la convention austro-turque de 1879. Pour compléter la série des violations de ses promesses, le gouvernement austro-hongrois commença, en 1882, le recrutement des Bosno-Herzégoviniens dans l'armée austro-hongroise.

Le peuple, qui vivait dans la croyance que l'administration austro-hongroise ne devait avoir qu'une durée de trois ans et l'unique but de rétablir l'ordre

et la paix, comprit alors que le provisoire prenait tous les caractères du définitif : le soulèvement populaire des Serbes orthodoxes et musulmans dans quatre districts montagneux fut la réponse à ce procédé illégal des autorités austro-hongroises, contre lequel le gouvernement turc protestait lui aussi. L'Autriche-Hongrie mit six mois à étouffer dans le sang, avec huit divisions, le soulèvement, qui prit la forme d'une guerre de partisans. En outre, de nombreux citoyens furent jetés en prison sous l'inculpation d'avoir été les instigateurs du mouvement. Ce furent les premières accusations pour crime de « haute trahison ».

Pour achever l'œuvre de pacification du peuple bosno-herzégovinien, Vienne nomma gouverneur Benjamin Kallay, en l'investissant de pouvoirs dictatoriaux ; il gouverna ces malheureuses provinces pendant vingt années pleines. Il avait un système spécial qui lui a mérité d'entrer dans l'histoire de la Bosnie-Herzégovine et des Balkans ; il a commis en effet, durant tout le temps qu'il a gouverné, plus de violences et de brutalités qu'aucun potentat dans l'histoire. Et il a réussi à compléter ses exploits de despote asiatique par une conception moins européenne encore, si possible, du gouvernement et de l'œuvre civilisatrice.

1. Il a voulu montrer à quel point l'Autriche-Hongrie, en sa qualité de mandataire de l'Europe,

était désignée pour civiliser les Balkans. Dans ce but il dilapidait royalement la fortune du peuple, construisait de beaux édifices publics sans autre but que d'émerveiller les étrangers en passage dans le pays, remplissant les poches de quiconque était en situation d'aider sa réclame, payant grassement des employés chargés de servir de cicérones aux étrangers, faisant tout, en un mot, pour mériter le surnom de « Potemkin austro-hongrois » que lui donnaient ses compatriotes eux-mêmes.

2. Il a voulu démontrer qu'en Bosnie-Herzégovine régnaient l'ordre et la paix. Et il l'a démontré en effet : la parole la plus insignifiante, une résistance quelconque contre le plus humble des fonctionnaires, était punie des peines les plus rigoureuses. Quiconque ne saluait pas avec déférence un fonctionnaire qu'il rencontrait, était condamné à l'amende. Il était interdit de prononcer le mot « serbe ». A la place de la nation serbe en Bosnie-Herzégovine existait la nation « bosniaque ». Quand on fit remarquer à Kallay que, dans « l'Histoire des Serbes » dont lui-même était l'auteur, les Serbes de Bosnie-Herzégovine étaient identifiés à ceux de la Serbie ou du Monténégro, il interdit tout simplement son propre ouvrage dans le pays qu'il gouvernait. Tous les autres livres et journaux serbes furent également interdits, non seulement ceux qui paraissaient en Serbie même, mais aussi ceux publiés dans la mo-

narchie austro-hongroise. Kallay pensait, par la peur et l'ignorance, abattre le peuple serbe; mais il oubliait que ce peuple n'est pas de ceux qu'on intimide, et que les Serbes possèdent toujours leur littérature mentale — la poésie nationale. C'est elle qui maintenait intrépide l'esprit du peuple serbe, alors que le gouvernement de Kallay fermait les écoles que ce peuple avait toujours entretenues sans aucune aide des autorités.

Après cela, il est superflu de dire que ni la liberté de réunion et d'association, ni aucune autre liberté n'existait en Bosnie-Herzégovine : même aux séances du comité des communes ecclésiastiques et des sociétés de chant, un commissaire du gouvernement était présent. La presse était soumise à la censure préventive. On ne pouvait pas aller sans passeport d'un district dans un autre. Dès le commencement de l'occupation, les armes de toutes sortes avaient été confisquées. Des jésuites amenés de tous les côtés répandaient le catholicisme. Dans ce pays où il y avait plus de 80 pour cent de gens ne sachant ni lire ni écrire, il était défendu d'organiser des cours pour les illettrés. Telle était la « mission civilisatrice » du gouvernement austro-hongrois dans les Balkans.

Pour illustrer cette situation, nous ne signalerons que deux faits :

L'Autriche-Hongrie a fermé en 1883 le lycée serbe à Saraïevo. En justification de cet acte elle a ouvert,

à la place de celui-ci, un lycée d'Etat dans lequel il était naturellement interdit de prononcer le mot « serbe ». Et de 1878 à 1893, soit pendant 15 ans, *ce fut l'unique lycée dans un pays de 51.000 kilomètres carrés.*

Le second fait est le suivant : Déjà en 1906, l'Etat avait d'une part 200 casernes de gendarmes avec 2.500 gendarmes, et d'autre part 239 écoles primaires avec 568 instituteurs ; le budget annuel de la gendarmerie était de 3.750.000 cr. et celui des écoles de 1.300.000 cr. Le ministre Kallay disait ouvertement que pour sa mission *il préférerait un gendarme à cinq instituteurs.* Il faut avoir compris en quoi consistait sa mission pour pouvoir ne pas trop s'étonner de ce qu'un homme d'Etat européen ait pu prononcer ces paroles !



Les communautés ecclésiastiques et scolaires furent les premières à faire de l'opposition, d'une façon d'ailleurs parfaitement légale et pour défendre certaines libertés politiques de leurs églises et de leurs écoles ; le peuple tout entier les appuya. La résistance arriva à un tel point que pendant neuf ans les croyants ne voulurent accepter les services religieux d'aucun prêtre nommé par le gouvernement autrichien. Après les orthodoxes, les Serbes musulmans entrèrent en lutte à leur tour pour l'autonomie de leur religion ;

c'est eux qui eurent le plus à souffrir de la propagande des prêtres catholiques. Il est intéressant, au point de vue politique, de noter l'étroite union que les représentants des deux religions ont su maintenir à tout prix entre eux et leurs chefs ecclésiastiques à Constantinople, manifestant ainsi leur irréductible hostilité contre le gouvernement austro-hongrois.

En 1897, les *kmets* (paysans tributaires) s'associèrent pour la première fois en vue de réclamer l'exécution des promesses de l'Autriche-Hongrie envers eux, promesses qui étaient presque de formels engagements.

Il suffit d'attirer l'attention sur le discours prononcé au Congrès de Berlin par le comte Andrassy, qui affirmait que la raison principale de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie était la question agraire. Malgré toutes les déclarations de ce genre faites par les différents hommes d'Etat austro-hongrois, la question agraire est restée sans solution pendant toute la dictature de Kallay et l'est encore aujourd'hui. La loi agraire fondamentale est aujourd'hui encore une ordonnance turque de 1859. Les intérêts de la population paysanne — qui comprend presque les 90 % de la population totale du pays — ont passé après la politique de conquête de l'Autriche-Hongrie : à raison de ses efforts politiques, dont l'objectif est Salonique, celle-ci n'a pas voulu mécontenter les agas musulmans. La Bosnie-

Herzégovine n'était pas son but direct et ne constituait qu'une étape dans son *Drang nach Osten*.

\* \* \*

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les jeunes Serbes de Bosnie-Herzégovine commencèrent, malgré toutes sortes d'empêchements, à fréquenter les grandes écoles et les universités. Ils subissaient tout le poids du régime en vigueur. Presque toutes les fonctions publiques étaient confiées à des étrangers. Les Bosno-Herzégoviniens étaient exclus, ou à peu près, des huit premiers degrés de la hiérarchie administrative. Et dans ce pays où, avant l'occupation, on aurait difficilement trouvé dix Allemands, l'allemand fut proclamé langue officielle dans les bureaux d'Etat.

La jeunesse protesta dans la presse et par des démonstrations à Vienne (qui furent les premières manifestations yougoslaves dans la capitale autrichienne) : elle demanda qu'on se décidât enfin à accorder au peuple opprimé les droits de l'homme et la possibilité d'un développement intellectuel, économique et politique. Mais Kallay était trop fort pour qu'aucun changement pût avoir lieu avant sa mort, laquelle survint en même temps que la disparition, en Serbie, de la dynastie des Obrenovitch et l'abolition, en Croatie, du règne despotique du comte Khuen.

Le mouvement général yougoslave, en se répandant automatiquement dans toutes nos régions, apporta certaines libertés en Bosnie-Herzégovine. Dans les villes principales, à Saraïevo et Mostar, la grève générale organisée en 1906 dans le but d'obtenir des libertés politiques eut pour résultat momentané la destitution des autorités imposées par l'Autriche-Hongrie et qui furent remplacées par des comités populaires. Les orthodoxes et les musulmans obtinrent une autonomie religieuse restreinte, la loi sur la presse régla d'une façon plus libérale la publication des journaux, le gouvernement accorda une plus grande liberté d'association et octroya aux communes urbaines et rurales leur organisation par voie d'élection : mesures qui eurent pour résultat une plus libre manifestation de la volonté populaire. Le peuple tout entier se leva contre les étrangers qui le gouvernaient et à qui il contestait le droit de s'immiscer dans les affaires du pays. La monarchie austro-hongroise s'appela couramment : *la monarchie voisine* et le principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques » fut ouvertement proclamé. Les organisations nationales serbes, orthodoxe et musulmane, créées sur la base du suffrage égal, direct et universel, et qui représentent les 80 % de la population, votèrent à l'unanimité les résolutions et les programmes réclamant l'autonomie complète de la Bosnie-Herzégovine sous la suzeraineté du Sultan. Le peuple tout

entier, comparant le régime turc au régime austro-hongrois, avait la conviction (presque incompréhensible alors pour l'Europe) que le gouvernement du Sultan était préférable à celui de François-Joseph I<sup>er</sup>.

Lorsque, en 1906, celui-ci manifesta l'intention de se rendre en Bosnie-Herzégovine, on commença à établir un rapprochement entre cette visite et le projet du gouvernement autrichien d'annexer ces provinces. Les principales communes herzégoviennes votèrent alors une résolution contre ce projet d'annexion et désignèrent des représentants chargés de protester énergiquement auprès de l'empereur d'Autriche. Au dernier moment, l'empereur renonça à sa visite et délégua François-Ferdinand pour le remplacer.

« D'où ce mouvement dans le peuple ? D'où cette unité d'action ? » se demandèrent souvent les Autrichiens eux-mêmes. Les intellectuels de Bosnie-Herzégovine, aussi bien que de nombreux écrivains impartiaux d'Autriche-Hongrie, exposèrent, soit alors, soit après l'annexion, leurs opinions aux points de vue matériel, intellectuel et politique sur les questions ci-dessus posées.

\* \* \*

En 1886, il n'y avait en tout que 16.275 sujets austro-hongrois, tandis qu'en 1910 leur nombre était monté à plus de 108.000.

Presque tous avaient des positions privilégiées et incomparablement meilleures que celles accessibles aux gens du pays; ils se considéraient comme les maîtres de cette *colonie en Europe*.

Tous les capitaux et toutes les entreprises industrielles, principalement celles concernant l'exploitation des forêts et des mines, se trouvaient entre leurs mains. Il était impossible aux indigènes de s'organiser, même en vue de leur défense économique. Les caisses d'épargne serbes attendirent plus d'une année que l'on voulût bien confirmer leurs règlements et les sociétés agricoles serbes, fondées sur des principes identiques à ceux qui régissent les sociétés similaires d'Autriche-Hongrie, durent attendre plus de 4 ans l'approbation de leurs statuts par le gouvernement du pays. Tous les fonctionnaires supérieurs étaient, sans exception, des étrangers. Et dans les postes subalternes, auxquels seuls ils étaient admis, les fonctionnaires indigènes représentaient en 1908 le quart seulement du nombre total.

L'agriculture ne se développait pas, soit à cause du manque d'instruction dans le peuple, soit surtout à cause de la grave question des *kmets* — vestige de l'ancien système féodal — question qui était restée en suspens. Le *kmets* comprenait qu'il n'avait aucun intérêt à labourer la terre du propriétaire foncier. Les terres, appartenant aux *beys*, c'est-à-dire aux grands propriétaires — dont le nombre, familles comprises,

ne dépassait pas 56.000 — étaient cultivées par 650.000 *kmets* et leurs familles. Le rachat des propriétés par les *kmets* progressait si lentement que, d'après M. Grünberg, professeur à l'université de Vienne, on l'aurait à peine terminé au XXI<sup>e</sup> siècle. Le peuple savait pourtant qu'en Serbie aussi bien qu'en Bulgarie, cette même question avait été résolue immédiatement après le Congrès de Berlin.

La décadence relative de l'agriculture était doublée d'une décadence absolue de l'élevage des bestiaux. Il est inutile de démontrer plus amplement ce que cela signifiait pour la Bosnie, pays d'élevage par excellence. Notons cependant quelques chiffres :

Il y avait en Bosnie-Herzégovine :

	En 1895	En 1910	Diminution
Chevaux, ânes et mulets	237.553	228.831	— 3.03 %
Bêtes à cornes	1.417.341	1.309.922	— 7.57 %
Moutons . . .	3.230.720	2.499.422	—22.63 %
Porcs. . . . .	662.242	575.241	—20.30 %

Le revenu net des paysans bosno-herzégoviniens était, selon les statistiques officielles, de 60 à 80 couronnes par tête et par an. Que peut-on faire avec cela ? Et le revenu total de la classe urbaine n'était en 1909, d'après les statistiques des impôts d'état, que de 20.350.000 couronnes par an.

L'industrie, elle non plus, n'a pu se développer.

L'industrie la plus naturelle, à côté de la forestière, serait celle de la menuiserie. Cependant le gouvernement de Bosnie-Herzégovine ne protégeait par ses tarifs que l'industrie menuisière austro-hongroise. Les frais de transport de Budapest à Saraïevo étaient moins élevés que ceux de Bosanski-Brod à Saraïevo, quoique la première de ces distances soit le triple de la deuxième. De Sisak (Slavonie) à Mostar le transport du blé se payait 0,39 par kilomètre et mètre cube, tandis qu'entre Doboï (Bosnie) et Mostar il coûtait 0,68 ; ainsi était partout favorisée la concurrence des sujets Austro-Hongrois au détriment des Bosno-Herzégoviniens.

Faut-il s'étonner si la Bosnie-Herzégovine, où la classe paysanne constitue pourtant presque les 90 % de la population totale, importait plus de farine qu'elle n'en exportait ? De cette façon, elle ne pouvait jamais en avoir suffisamment pour ses propres besoins. Prenons comme exemple l'année 1908. La valeur de l'importation des blés et farines était alors de 32.000.000 cr., ce qui représente 35 % des importations totales de la Bosnie-Herzégovine. Ce ne fut pourtant pas une année stérile.

Le bilan commercial bosno-herzégovinien bouclait invariablement avec un passif de 5 à 15 millions de couronnes. Si l'on ajoute à ce chiffre le bilan monétaire passif pour le paiement des différents emprunts, des salaires de fonctionnaires, des revenus d'étran-

gers et d'industriels représentant de l'argent gagné dans le pays et dépensé au dehors, etc., on arrive à ne plus s'étonner que la loi permette un taux de prêt de 10 à 12 %. On comprend l'état de dépression dans lequel se trouvait le peuple. Le nombre des saisies opérées pour l'impôt non payé nous en fournit la meilleure preuve :

En 1905	573.003 saisies
» 1906	650.372 »
» 1907	727.389 »
» 1910	971.978 »

Or le budget de l'Etat augmentait constamment. Alors qu'il était en 1880 de 12 millions de couronnes, il avait atteint trente ans après, en 1910, le chiffre de 79.535.755 couronnes. Il s'élève actuellement à 120 millions de couronnes.

Le gouvernement austro-hongrois ne s'en tint pas là ; en 1879 déjà, il incorpora la Bosnie-Herzégovine dans la communauté douanière austro-hongroise ; il ne versa qu'une somme de 1.400.000 couronnes à la Bosnie-Herzégovine en lui imposant l'obligation de pourvoir elle-même à la garde de ses frontières. Pendant ce temps les recettes douanières s'élevaient, pour l'importation seule du café en Bosnie-Herzégovine, à 3.000.000 de couronnes par an.

A part tout cela, c'est encore au budget bosno-herzégovinien qu'incombait la construction des routes

stratégiques et des chemins de fer destinés à faciliter la poussée autrichienne dans les Balkans, contre la Serbie et le Monténégro et même contre la Turquie, souveraine pourtant de la Bosnie-Herzégovine. Mentionnons seulement comme exemple le chemin de fer de Saraïevo à la frontière orientale, d'une longueur de 160 kilomètres, chemin de fer purement stratégique et n'ayant aucune importance économique, ce que le gouvernement lui-même dut reconnaître. La construction de cette voie ferrée a coûté 78.000.000 de couronnes, soit un demi-million de couronnes par kilomètre. Il serait inutile de chercher un exemple plus frappant pour démontrer le but... et la façon dont la fortune nationale fut gaspillée. L'Autriche-Hongrie refusait en même temps de lier la Bosnie avec la Dalmatie pour lui donner une issue sur l'Adriatique.



Mais le gouvernement austro-hongrois estimait superflu de corriger aucune de ses fautes. Il ne trouva qu'un seul remède à toutes ces misères : *l'annexion*. C'est ainsi que le gouvernement de Vienne, n'ayant pu obtenir le consentement du peuple, se mit à préparer une violation du droit international. La défaite de la Russie en Mandchourie, l'arrivée au pouvoir en Turquie des Jeunes Turcs, l'entente, enfin, survenue entre François-Joseph et le prince de Bulgarie, four-

nirent à l'Autriche-Hongrie la possibilité de considérer comme « chiffons de papier » le Traité de Berlin et tous les accords conclus ultérieurement avec la Turquie.

Le 5 octobre 1908, François-Joseph notifia aux souverains de toutes les puissances signataires du Traité de Berlin son désir d'étendre, sur la Bosnie-Herzégovine aussi, le droit de souveraineté de sa maison. Comme raison principale de sa décision il invoquait sa volonté de donner une constitution à ces pays. Ce fut pourtant la propagande pan-serbe qui lui servit de raison indirecte. Le procès de haute-trahison intenté à Agram aux Serbes de Croatie et le procès Friedjung à Vienne, provoqué par la coalition croato-serbe, prouvèrent cependant que cette seconde raison n'était pas fondée.

Même pour des historiens à conceptions matérialistes, les arguments purement matériels ci-dessus mentionnés constituent une nouvelle preuve éclatante du fait que l'unique propagateur, en Bosnie, d'idées subversives dirigées contre la double monarchie, était le gouvernement même de celle-ci.

Les représentants des organisations nationales serbes, orthodoxe et musulmane, indignés et blessés par cette atteinte à un traité international et à des droits nationaux, publièrent immédiatement à Budapest, le 11 octobre 1908, une déclaration solennelle affirmant *que l'annexion avait été exécutée contre la vo-*

lonté du peuple de la Bosnie-Herzégovine et qu'ils attendaient la solution de la part des puissances signataires du *Traité de Berlin*. Cette déclaration se terminait ainsi :

« La pensée directrice de nos actions sera dans les aspirations de notre peuple vers l'indépendance et vers la libre disposition de lui-même ; cette pensée est digne de nos luttes et de notre histoire. La garantie solide de nos luttes réside dans l'unité d'action des Serbes orthodoxes et musulmans, unité qu'aucune attaque n'est en état de troubler. Maintenant, dans ce moment décisif, toutes les barrières du passé sont tombées : c'est pour cela que nous croyons fermement au triomphe de la justice et que nous crions : « Vive la justice ! Vive la liberté ! Vive la nation ! »

En même temps le délégué de la social-démocratie autrichienne déclarait que son parti restait aussi attaché que par le passé au principe de la libre disposition des peuples par eux-mêmes, et un autre orateur socialiste (Nemetz) constatait le mécontentement causé par l'annexion dans la Bosnie-Herzégovine tout entière.

La longue crise suscitée par cet événement n'est pas très ancienne et elle est connue dans ses traits généraux. Nous nous bornerons donc à en tracer un bref résumé :

La Serbie fut alors la première à élever une protestation, de concert avec le Monténégro. La Russie officielle et non officielle fit immédiatement entendre

sa voix de mécontentement, à laquelle se joignait tôt après celle de la Turquie. L'Angleterre, la France et l'Italie tombèrent aussi d'accord sur le fait qu'une conférence des puissances signataires du Traité de Berlin devait résoudre cette question, soulevée par une lésion unilatérale de ce traité. L'Allemagne ne voulut pas permettre que sa fidèle alliée, l'Autriche-Hongrie, se présentât à cette conférence en coupable.

En Serbie et au Monténégro, le peuple comprit que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine représentait une attaque indirecte contre tous les Etats balkaniques et en premier lieu contre la Serbie et le Monténégro. Dans les parlements de tous les Etats actuellement alliés se firent entendre des voix indignées par cette atteinte aux principes de justice, de nationalité et d'équilibre européen. M. Milovan Milovanovitch, alors ministre des Affaires Etrangères en Serbie, avait prononcé au Parlement serbe, lors de son retour des capitales de l'Europe occidentale, ces paroles significatives qui furent l'écho des sentiments de tout le peuple serbe :

« Combien a été malheureuse, combien fatale, l'idée du Traité de Berlin d'introduire l'Autriche-Hongrie dans la Péninsule des Balkans, c'est ce qui ressort clairement des conséquences qui se manifestent aujourd'hui. Quel besoin, quelle raison pouvait-il y avoir de cette intrusion dans les Balkans d'une puissance étrangère qui, n'ayant rien de commun

avec les peuples balkaniques, ne peut chercher sur leurs territoires que la satisfaction de ses ambitions et de ses désirs de conquête ?

« Pour tous les amis de la liberté balkanique, pour tous ceux qui considèrent comme base de la solution de la question balkanique le principe « Les Balkans aux peuples balkaniques », l'Autriche-Hongrie constitue, sans aucun doute, le seul danger qui menace ce principe et puisse faire échec à cette solution. Le problème balkanique se résume aujourd'hui dans la défense de la liberté balkanique et des intérêts attachés à l'équilibre européen contre l'Autriche-Hongrie. Il faut fermer le passage à l'Autriche-Hongrie vers la mer Egée, ce qui n'est réalisable que si l'Autriche-Hongrie cesse d'être un Etat balkanique. Autrement, tant que l'Autriche-Hongrie restera un pays balkanique, elle représentera fatalement, par la force des choses et même contre sa propre volonté, un danger permanent pour les peuples balkaniques et en première ligne pour ses voisins immédiats.

« Sans libres relations politiques et économiques avec la Bosnie-Herzégovine, nous ne pouvons avoir aucune garantie durable de notre avenir.

« En annexant la Bosnie-Herzégovine, en rejetant la Serbie de la mer Adriatique et en empêchant notre union avec le Monténégro, l'Autriche impose à la Serbie et à la nation serbe, dans un avenir proche ou éloigné, la lutte à la vie ou à la mort. »

La *Narodna Skupstina* (Assemblée nationale) adopta le 3 janvier 1909, à la presque unanimité, un ordre du jour remerciant la Russie, l'Angleterre, l'Italie et la France des sympathies que ces Etats avaient témoignées à la Serbie ; elle demanda qu'avant la revision du Traité de Berlin l'indépendance économique et politique fût assurée à la Serbie et au Monténégro et qu'en outre *une autonomie fût donnée à la Bosnie-Herzégovine, sous la garantie des grandes puissances.*

On ne pouvait pas dire davantage sans risquer de provoquer indirectement une guerre avec l'Autriche. Le gouvernement et la presse serbes reconnaissaient la justesse des avis donnés par M. Tittoni, alors ministre italien des Affaires Etrangères :

« Nous avons toute sympathie pour la Serbie et le Monténégro, mais l'Italie a dû leur dire ce que leur a dit aussi la Russie, à savoir que nous ne sommes disposés à déployer en leur faveur qu'une action diplomatique ; en conséquence, nous les avons exhortés à ne pas se lancer légèrement dans des aventures dont ils devraient seuls supporter les conséquences. »

L'Autriche-Hongrie était décidée, à cet égard, à aller hardiment jusqu'au bout, d'autant plus qu'à la suite de longues tergiversations elle réussit à conclure, le 26 février 1909, avec la Turquie, une convention suivant laquelle le gouvernement turc, en

échange de quelques concessions pécuniaires<sup>1</sup> ou autres, reconnaissait formellement « l'état de choses créé en Bosnie-Herzégovine par la décision récente du gouvernement austro-hongrois. »

L'Autriche qui, au Congrès de Berlin, avait attribué à la question bosno-herzégovinienne un *caractère européen*, se plaçait maintenant sur un autre terrain, déclarait que la question de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ne concernait personne qu'elle-même et la Turquie, et s'opposait absolument à toute conférence européenne sur cette question. L'ultimatum de l'Allemagne à Pétrograde et celui de l'Autriche à Belgrade suivirent de peu.

Les circonstances de l'époque imposèrent aux puissances européennes l'obligation de consentir, par des échanges de notes, à l'abrogation de l'article 25 du Traité de Berlin qui avait trait à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. C'est ainsi que, la force germanique l'emportant sur le droit international, les puissances centrales furent encouragées dans leurs nouveaux projets. Il ne restait au peuple serbe qu'à attendre de savoir si cette exception allait devenir une règle de droit international, et qu'à préparer sa défense. Le peuple serbe trouvait des consolations et

<sup>1</sup> Les Bosno-Herzégoviniens ont fait le plaisant calcul du prix que représente pour chacun d'eux la somme versée par l'Autriche-Hongrie à leur ancien souverain, le sultan : ce prix est de 34 couronnes par tête.

de l'espoir dans l'opinion publique de l'Europe occidentale, opinion clairement exprimée alors par ces paroles d'Albert Malet :

« C'est à la résurrection de ce peuple serbe que nous assistons aujourd'hui, un peuple de dix millions d'hommes, dont les enfants séparés et soumis à des dominations diverses, Serbes, Monténégrins, Croates, Herzégoviniens, Bosniaques, gens du Banat et de la Slavonie, de la Rascie et de la Macédoine du nord, ont pris ou commencent à prendre, par les meilleurs d'entre eux, pleine conscience de leur fraternité.

« Et c'est bien le drame italien qui recommence. L'un des acteurs est du reste le même, l'Autrichien — l'Allemand au fond — qu'attire depuis des siècles invinciblement, loin des brumes, la splendeur du midi, le mirage bleu de la Méditerranée. A moins de cent ans d'intervalle l'histoire se répète trait pour trait. Aerenthal copie Metternich ; l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1909, c'est l'occupation de la Vénétie et du Milanais en 1815, au lendemain des traités de Vienne ; la main tendue demain vers Salonique, c'est la mainmise hier sur Venise. »

---

### III

#### Après l'annexion.

Les habitants de la Bosnie-Herzégovine ont presque connu le désespoir durant les premiers jours du règne des Habsbourg. Ils avaient compté sur les puissances de la Triple-Entente, en se basant sur les nombreuses manifestations de l'opinion publique dans ces Etats, non seulement pour empêcher l'annexion, mais pour obliger l'Autriche-Hongrie à quitter définitivement leur pays; tous ces espoirs s'évanouissaient. Le peuple ne pouvait comprendre que les puissances de l'Entente, supérieures aux empires centraux numériquement et financièrement, aient pu céder à la pression exercée par ces derniers et n'aient pas empêché une violation aussi flagrante du droit international. Les arguments qui étaient courants durant les premières années de l'occupation ne firent que se renforcer :

« Si nous n'avions pas suivi les conseils de la Serbie et du Monténégro, si nous n'avions pas accepté les décisions du congrès de Berlin et compté sur le caractère provisoire de l'occupation autrichienne, jamais l'Autriche n'aurait pu se rendre maîtresse de la Bosnie-Herzégovine.

« L'importance des forces que l'Autriche a dû mettre sur pied et des sommes qu'elle a dû dépenser lors de l'occupation, et plus tard lors de la révolution de 1882, pour briser la résistance d'une partie insignifiante de la population, permet d'entrevoir les résultats que nous aurions obtenus en nous opposant tous à son entrée en Bosnie-Herzégovine. La grande majorité de la population de l'Autriche-Hongrie était alors hostile à l'occupation ; la débâcle de Königgratz avait porté un coup terrible au prestige de l'Etat autrichien : notre succès était certain. Les grandes puissances sont donc responsables de l'entrée de l'Autriche dans les Balkans ; il leur appartient maintenant de réparer leur faute et de chasser de chez nous l'envahisseur. »

Après la victoire diplomatique des empires germaniques, le peuple ne conserva que peu d'espoir en cette éventualité ; nombreux furent pourtant les projets, inoffensifs en apparence mais révolutionnaires de fait, qui tendaient à sa réalisation.

Les espoirs de la population ne commencèrent à renaître qu'après le voyage à Raccioniggi du tzar Nicolas II de Russie. Le fait que le tzar évita, lors de ce voyage, de traverser le territoire autrichien, apparut au monde entier comme une claire indication à l'Autriche-Hongrie de la maladresse qu'elle avait commise.

L'indignation contre l'Autriche-Hongrie fut aggra-

vée dans la suite par la perfidie de sa politique intérieure après l'annexion. Dans la proclamation du 7 octobre 1908 adressée au peuple bosno-herzégovien, il était spécialement mentionné que la Constitution était octroyée comme preuve de notre *maturation politique* ; en outre *le respect de la Constitution exigeait que la situation juridique de l'Etat fût claire et que l'annexion fût proclamée.*

Les lois constitutionnelles ne furent promulguées que le 18 février 1910. Bien que la Bosnie-Herzégovine constituât comme auparavant un Etat, les troupes bosno-herzégoviennes continuaient à faire partie intégrante de l'armée autrichienne. Le Sabor (assemblée nationale), composé de virilistes et des députés élus, « collaborait » à la législation. Les députés étaient nommés d'après un système électoral qui tenait compte des confessions et des curies ; c'est le souverain qui nommait le président.

Tous les projets de lois soumis au Sabor devaient préalablement être approuvés par les gouvernements autrichien et hongrois. De même, toutes les décisions que prenait le Sabor devaient, avant d'obtenir la sanction du souverain, être approuvées par ces mêmes gouvernements.

Les questions suivantes étaient soustraites à la compétence du Sabor :

1. Toutes les affaires militaires (aussi bien la ratification du contingent que celle du budget militaire) ;

2. toutes les affaires de politique extérieure ; 3. les impôts indirects et la douane.

Pour ces questions, il existait une commission du Sabor, le Conseil National, qui n'avait d'autre droit que celui d'adresser des pétitions au gouvernement austro-hongrois, ou de donner son avis quand on le lui demandait. La Bosnie-Herzégovine n'était pas représentée dans les délégations austro-hongroises. Si le Sabor ne ratifiait pas le budget, le budget de l'année précédente était remis en vigueur. Le gouvernement, complètement indépendant du Sabor, n'était que le mandataire du gouvernement austro-hongrois.

Aux premières élections législatives, qui eurent lieu en mai 1910, les organisations nationales serbes, musulmane et orthodoxe, qui s'étaient toujours prononcées contre l'annexion, firent passer *tous* leurs candidats sans exception et à la quasi unanimité des suffrages.

La première séance du Sabor fut tenue le 10 juin 1910. Comme le commissaire du souverain revenait de cette séance d'ouverture, un étudiant, Bogdan Géraïtch, tira sur lui plusieurs coups de revolver et, ne l'ayant pas atteint, se suicida.

C'était là une protestation symbolique de la jeune génération contre l'annexion exécutée sans le consentement et contre la volonté du peuple. C'était en même temps une protestation contre cette parodie de constitution. Ayant compris, après cette expérience,

qu'en raison du grand nombre de gendarmes et de troupes une révolution générale n'était pas possible, la jeunesse s'était décidée à agir contre les tyrans par des actes individuels. Bogdan Géraitch devint un héros national et le symbole d'une nouvelle lutte.

Au lieu d'élaborer l'adresse habituelle de loyalisme, le Sabor bosno-herzégovien consacra ses premières séances à une protestation indignée contre les violences du gouvernement austro-hongrois et contre ce semblant de constitution, en revendiquant de véritables libertés politiques et l'autonomie complète. Le premier acte du Conseil National fut le memorandum par lequel fut affirmé le droit de la Bosnie-Herzégovine à une autonomie sans restrictions.

Notre peuple sentit, immédiatement après l'annexion, l'intention évidente des autorités austro-hongroises d'amoindrir les droits qu'il avait eus jusqu'alors. Dans les divers services publics — tels par exemple que les chemins de fer — l'inscription : « d'Etat », utilisée jusqu'alors, fut remplacée de nuit et sans que le peuple en fût informé par : « provincial. » Les Bosno-Herzégoviens n'étaient plus des citoyens de leur pays, mais bien des *sujets* de province annexée. De même que la Constitution avait été élaborée suivant l'ordonnance allemande, de même on donna à la Bosnie-Herzégovine, comme à l'Alsace-Lorraine, le nom de « Pays d'empire. » Une des plus importantes questions nationales, la question agraire,

reçut une solution provisoire, avant la convocation du Sabor, par un rescrit impérial établissant le rachat facultatif des terres ; les paysans demandaient, et attendent encore, une loi décrétant leur rachat obligatoire.

L'irritation du peuple contre le gouvernement bosno-herzégovinien prenait chaque jour des proportions plus grandes. Tous les districts du nord de la Bosnie se révoltèrent dans l'été de 1910. La population manifestait dans les villages et revendiquait des droits pour tout le peuple et la solution de la question agraire. Il ne manquait que des armes pour que ce mouvement se transformât en une véritable révolution. Le gouvernement persista à gouverner par la violence et la corruption. Le ministre austro-hongrois Bilinski osa promettre ouvertement, devant les délégations des partis parlementaires, des avantages personnels à ceux des députés qui appuieraient le gouvernement. Le principe autrichien bien connu : *Divide et impera* commença à s'appliquer aux religions et aux différentes classes sociales. Le gouvernement s'efforçait, pour affermir sa position, de provoquer la méfiance de tous envers tous.

\* \* \*

Cependant éclatèrent les guerres balkaniques. Elles furent pour tous les Serbes la révélation de la puis-

sance de la Serbie et firent éclore à nouveau en Bosnie-Herzégovine l'espoir d'une prochaine libération.

Chacun gardait en soi la conviction que c'était le commencement de la revanche de l'annexion. Les Serbes orthodoxes, évidemment heureux des succès des Etats balkaniques, manifestèrent ouvertement leurs sentiments de satisfaction. Tous les députés signèrent un manifeste de protestation contre la politique austro-hongroise — qui empêchait le débouché de la Serbie à la mer — en faisant ressortir que l'Autriche-Hongrie devait s'occuper de satisfaire le peuple bosno-herzégovinien plutôt que les Albanais. Un grand nombre de jeunes Serbes orthodoxes et musulmans prirent part à la guerre comme volontaires dans l'armée serbe. Le gouvernement essaya de provoquer dans la partie musulmane de la population une réaction, comptant que le sentiment religieux l'emporterait sur le sentiment national, mais cette tentative subit un échec complet. Considérant avec clairvoyance la chute de l'empire turc comme inévitable, les musulmans s'attendaient à ce que les résultats de cette guerre fussent le triomphe du principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques, » et la libération définitive de la Bosnie-Herzégovine du joug étranger. Au moment de l'occupation, de nombreux Bosniaques musulmans avaient émigré en Macédoine, alors province turque ; sur le conseil du Consul

austro-hongrois de Salonique, beaucoup d'entre eux revinrent se réfugier en Bosnie. Ils assuraient à la population, contrairement aux prévisions autrichiennes, que les armées du roi Pierre étaient assez puissantes pour chasser, dans l'espace de cinq ans au plus, le « Suaba » (l'Autrichien) de la Bosnie.

De nombreux hommes d'Etat autrichiens, qu'inquiétait ce retour des choses, préparaient dès ce moment la guerre « préventive » contre la Serbie. Durant « l'affaire de Prohaska » (novembre 1912) tout était prêt en Bosnie-Herzégovine pour une déclaration de guerre. Pendant la crise de Scutari (mai 1913) la mobilisation fut ordonnée et l'état de guerre proclamé ; presque toutes les sociétés serbes et socialistes furent dissoutes et leurs fortunes confisquées. C'est au dernier moment que le danger de guerre fut écarté par la concession du Monténégro, mais seulement momentanément.

La majorité du peuple en Bosnie-Herzégovine avait la conviction que l'Autriche-Hongrie voulait la guerre mais qu'elle avait peur. D'autres cependant, plus perspicaces, pensaient d'après certains signes que l'Autriche-Hongrie tenterait tout pour brusquer l'attaque.

Ces signes étaient notamment :

1. Le transport incessant de munitions vers les frontières serbes et monténégrines.
2. L'établissement clandestin, pendant la nuit,

de pontons devant servir à la construction de ponts sur la Drina, rivière frontière entre la Bosnie et la Serbie.

3. La construction précipitée à Gatzko, sur la frontière même du Monténégro, d'une énorme fortification moderne (Yovanovo Brdo).

4. La demande au Sabor de Bosnie-Herzégovine de voter en toute hâte les crédits nécessaires pour les chemins de fer et pour les routes <sup>1</sup>. Une grande partie de ces chemins de fer devaient être construits dans le

<sup>1</sup> On ne nous a point caché que la plus grande partie de ces travaux devaient servir aux buts stratégiques. En novembre 1912, pendant l'affaire de Prohaska, le général Potiorek, en sa qualité de gouverneur de Bosnie-Herzégovine, avait mandé les chefs de tous les partis pour leur donner cet avis : « Nous sommes à la veille même de la guerre et il est urgent de voter, au cours des quelques journées prochaines, les crédits pour les chemins de fer et le budget annuel. » Il a insisté surtout pour qu'il n'y ait pas d'obstruction. De tous les chefs de l'opposition, c'est moi qui fus son premier interlocuteur et avec qui il s'entretint le plus longuement. J'ai constaté, ainsi que tous les autres députés, qu'il pensait sérieusement que peu de jours nous séparaient de la guerre. D'ailleurs j'avais des raisons spéciales d'attribuer à cette conversation tout le sérieux qu'elle comportait puisque je savais déjà que nuitamment, en cachette, on avait composé et imprimé dans l'imprimerie de l'Etat la proclamation de l'état de guerre. Je remarquai, d'après la conduite du général Potiorek envers moi et notre parti, l'importance qu'il attachait aux événements. Il n'a plus jamais voulu dès lors causer avec mes collègues et avec moi. Il nous a même qualifiés dans tous ses actes officiels « d'éléments antidynastiques » parce que nous n'avions pas accepté ses conseils et que nous n'avions pas eu d'oreilles pour ses menaces.

(Note de l'auteur.)

saillant entre la Save et la Drina, d'où est partie, comme on le sait, l'offensive autrichienne contre la Serbie. Une ligne a été construite, celle de Pridjedor à Knine, sans qu'on ait demandé aucun avis au Sabor de Bosnie-Herzégovine. Tous ces travaux ont été commandés ou exécutés avec une hâte inaccoutumée.

5. La mobilisation en Bosnie-Herzégovine au mois de mai 1913 et l'achat d'un grand nombre de chevaux (en trois jours seulement, 7 millions de couronnes ont été dépensés en achats de chevaux). Après la crise de Scutari, ces chevaux, au lieu d'être vendus, ont été donnés aux villageois à condition de les restituer aux autorités militaires à première réquisition.

6. Le contrôle très sévère des passeports. Aucun homme âgé de moins de 42 ans et astreint au service militaire ne pouvait passer la frontière.

7. La construction de nouvelles rampes dans les gares de chemins de fer pour le déchargement des canons.

8. L'achat de nombreuses terres en Bosnie-Herzégovine et en Syrmie pour de nouvelles casernes projetées.

9. Le maintien des postes et télégraphes sous l'autorité militaire.

En effet le Conseil National a proposé en 1912 au ministre de la guerre de remettre les postes et télégraphes aux mains des autorités civiles, mais le ministre n'a voulu entendre aucune raison ni accepter

aucune des conditions proposées ; il a déclaré que ce droit des autorités militaires en Bosnie-Herzégovine, qui existait depuis l'occupation du pays, devait être maintenu, et que les postes et télégraphes devaient rester militarisés *un certain temps encore*.

10. L'extension des pouvoirs, depuis 1912, du gouverneur général du pays, qui a toujours été choisi parmi les généraux.

11. La création d'une police militaire, à côté de la police civile, pour toute la Bosnie-Herzégovine, avec des attributions très étendues, et l'application rigoureuse du contrôle de police.

On sait que l'archiduc François-Ferdinand était venu en Bosnie pour assister aux grandes manœuvres militaires autour de Saraïevo. A ce moment il y avait dans le pays plus de 100,000 soldats. Il a été remarqué que ce transport de troupes s'est effectué pendant la nuit et que le contrôle de la population sur les chemins de fer était des plus sévères. En effet, personne ne put pénétrer dans les gares, sauf les voyageurs eux-mêmes, et il n'était permis de voyager qu'à ceux qui justifiaient de raisons très sérieuses. Maintenant que nous avons vu la guerre se déchaîner, il paraît clair que ces manœuvres en étaient les avant-coureurs et qu'elles ont servi de prétexte pour rassembler en Bosnie des troupes suffisantes, en attendant l'occasion propice pour attaquer la Serbie. Cette occasion, on la cherchait et on la préparait.



L'Autriche-Hongrie avait appliqué tous ses efforts à la construction de routes stratégiques et de chemins de fer. On préparait un crédit de 300 millions à dépenser en un très bref délai. Ces millions, en dehors de leurs principaux emplois, commencèrent par être, entre les mains du ministre Bilinski, un moyen de corruption. Jamais, depuis la mort du ministre Kallay, le gouvernement bosno-herzégovinien n'exerça tant de violences et ne recourut tant à la corruption. Les patriotes les plus éminents commencèrent à s'organiser contre ce renouvellement de l'ancien système. Quant à la jeune génération, elle ne se sentait pas la patience d'attendre les résultats de cette organisation et elle craignait de laisser passer le moment opportun pour sauver le moral national de ce nouveau et plus dangereux déluge austro-hongrois.

François-Ferdinand, prince-héritier autrichien, était considéré comme le protecteur de cette direction de la politique austro-hongroise et du courant belliqueux. Et quand il fut annoncé que les grandes manœuvres militaires dans la région de Saraïevo et l'entrée du prince-héritier auraient lieu le jour de la plus grande fête nationale serbe, « le Vidovdan », le jour même où l'on devait célébrer à Kossovo le premier « Vidovdan » libre, la surexcitation populaire n'eut plus de bornes. C'est ce qui explique que le projet de supprimer

l'archiduc ait trouvé parmi ces jeunes patriotes non seulement des approbations, mais aussi des hommes prêts à le mettre à exécution. Si les détails de l'attentat sont bien connus de toute l'Europe, il y subsiste pourtant beaucoup de mystère que seule l'histoire sera à même d'éclaircir. A cet égard les articles de M. H.-W. Steed et les écrits du professeur suisse M. G. Beck sont très caractéristiques.

Ce dernier a reçu d'une personne digne de foi et à qui ses attaches avec certains milieux ministériels viennois permettent d'être fort bien renseignée, des déclarations qui semblent bien autoriser quelques soupçons sur les complicités officielles magyares dans le meurtre de François-Ferdinand, qui était détesté en Hongrie ; suivant ces déclarations, le Dr Kloboutcharitch, chef de la police d'Agram, aurait affirmé que le gouvernement de Budapest avait, de plusieurs côtés, reçu des avertissements précis du complot qui se tramait, mais s'était obstinément refusé à en tenir aucun compte.

Les faits suivants sont de nature à jeter quelque lumière sur cette question :

1. Au lendemain de l'attentat, l'attitude de la cour de Vienne ne fut ni celle d'une profonde indignation, ni celle d'une grande douleur ; le cérémonial des funérailles n'eut rien de royal et le maréchal de la Cour, prince Montenuovo, reçut pourtant une décoration pour la façon dont il l'avait réglé.

2. Au moment de quitter Konopist pour se rendre à Saraïevo, François-Ferdinand s'était écrié : « Que je vais être comblé de bombes ! »

3. Au moment de l'attentat, la police de Saraïevo se trouvait entre les mains de deux Hongrois, et le ministre Bilinski protestait contre l'attribution aux autorités militaires du soin de veiller à la sécurité du prince-héritier.

4. Après l'échec du premier attentat par une bombe, on résolut de prendre un autre chemin pour le retour du cortège. Le D<sup>r</sup> Gerdé <sup>1</sup>, chef de la police de Saraïevo, devança avec son automobile celle de l'archiduc et, malgré le changement d'itinéraire décidé, il prit la direction qu'on devait éviter ; le chauffeur de l'archiduc suivit sa voiture. Alors le général Potiorek, qui était dans la voiture du prince-héritier, se leva, mais à peine s'était-il écrié : « Pourquoi prenez-vous cette direction ? » que les deux coups de revolver de Princip éclataient.

5. Les catholiques et les musulmans ont pris part à cette organisation de la jeunesse. Les préparatifs de l'attentat étaient connus même des jeunes filles de l'école secondaire.

<sup>1</sup> Les journaux austro-hongrois ont en 1917 renseigné l'opinion publique sur un fait caractéristique. Le chef de la police de Saraïevo, D<sup>r</sup> Gerdé, fut arrêté à Budapest pour avoir détourné plus d'un million de couronnes destinées aux fournitures de vivres à la population de Saraïevo.

6. Aucun des fonctionnaires d'État ne fut puni pour sa négligence.

7. En 1913 nous avons fait une grande obstruction au général Potiorek qui avait alors proclamé l'état de siège dans toute la Bosnie-Herzégovine à cause de l'affaire de Scutari. A l'occasion de la réouverture de la Diète, il devait ouvrir en personne la première séance. Le chemin qu'il avait à parcourir depuis sa maison jusqu'à la Diète était littéralement bordé de gendarmes. Mes amis, témoins oculaires de l'attentat, affirment que la police n'avait pas pris le cinquième de ces précautions pour l'archiduc.

Ces indications sont peut-être de nature à apporter une modeste contribution à l'éclaircissement de ce mystère.

\* \* \*

Elevée dans les différents centres de l'Autriche-Hongrie et de l'Europe occidentale, notre jeunesse était exposée à l'influence des milieux les plus divers. L'instinct de l'opposition, voire de la révolution, que les jeunes intellectuels portaient en eux, leur a fait adopter aisément les théories, adéquates à leur mentalité, des révolutionnaires occidentaux et russes. Comme représentants d'une jeune race dépourvue d'anciennes traditions littéraires et parlementaires, ils ne se rendaient pas un compte exact de la distance qui séparait les théories des réalités dans les pays où

ces théories étaient nées. Sentant que la monarchie austro-hongroise n'était que la dynastie des Habsbourg et conscients des méfaits de celle-ci, ils crurent, en écartant les représentants de cette dynastie, travailler au salut de la nation et de l'humanité.

Mais au lieu d'éviter la guerre, comme le souhaitaient d'ailleurs aussi les Serbes désireux de s'assurer les avantages que leur conférait le traité de Bucarest, on la déclencha ; et non seulement une guerre de l'Autriche-Hongrie et de ses alliés contre les Etats Serbes indépendants, mais même une guerre de l'Autriche contre ses propres sujets de race serbe.

Avec la Sirmie, c'est la Bosnie-Herzégovine qui a le plus souffert dans cette guerre, la plus effroyable qu'un Etat armé ait jamais menée contre son peuple désarmé.

---

## IV

### Les violences pendant la guerre.

En même temps qu'il se préparait militairement en vue de conquêtes en Orient, le gouvernement austro-hongrois organisait secrètement la terreur contre ses propres sujets. Déjà au cours des guerres balkaniques, la police autrichienne avait établi une liste des personnes qui devaient être exécutées aussitôt qu'aurait éclaté le conflit avec la Serbie. Durant la crise de Scutari, toutes les organisations nationales serbes, politiques et religieuses, furent dissoutes en Bosnie-Herzégovine, et l'état de siège proclamé. L'Autriche ayant renvoyé la guerre à plus tard, les exécutions en question furent ajournées.

Immédiatement après l'attentat mystérieux de Saraïevo, la loi martiale fut proclamée en Bosnie-Herzégovine. Cette mesure tendait à l'écrasement politique, financier et économique de la race serbe dans les régions yougoslaves et surtout en Bosnie-Herzégovine.

L'offensive déclenchée par le gouvernement austro-hongrois contre le peuple serbe commença par l'organisation de manifestations vexatoires contre les Serbes

de Bosnie-Herzégovine. Au lendemain de l'assassinat de François-Ferdinand, le général Potiorek, chef du gouvernement bosniaque, le général Appel, commandant du quinzième corps d'armée, et le chef de section Franguech décidèrent, dans une réunion chez l'archevêque Stadler, d'organiser des actes de violence contre les institutions et les biens des Serbes. Aidées par des agents et des fonctionnaires subalternes de police, et par tous les rouages de leurs administrations, les autorités avaient mobilisé toute la lie populaire des gens sans profession avouable et des tziganes, et leur avaient ordonné de mettre le feu à tout ce qui était serbe. Ces mesures barbares font songer à la St-Barthélemy : tout un peuple livré à la sauvagerie de la police et de la foule, et cela par la volonté du gouvernement.

La foule enragée et armée se rua d'abord sur les imprimeries de Saraïevo, où s'imprimaient les journaux importants de la Bosnie. Les imprimeries des journaux *Narod* et *Srpska Rijec* furent détruites, leurs rédacteurs et les typographes expulsés ou jetés en prison. Le bâtiment de la société *Prosvjeta*, dont le seul crime était d'avoir introduit l'instruction parmi les masses, ouvert des salles de lecture nationales, travaillé à l'éducation de la jeunesse pour le commerce, l'industrie et les autres branches scolaires, fut sacagé, et toutes les fenêtres furent brisées.

L'école serbe fut démolie, les cafés et les magasins

serbes furent détruits. Les marchandises des magasins serbes furent jetées à la rue et exposées au pillage. Quiconque osait défendre son bien et demandait la protection des autorités était immédiatement accusé d'entraver l'ordre et la sécurité publics. Rien qu'à Saraïevo, le dommage causé est évalué à plus de cinq millions de couronnes.

Sous la pression du gouvernement, les manifestations s'étendirent dans tout le pays, surtout dans celles des villes où les Serbes orthodoxes étaient en minorité. On s'attaqua partout aux écoles et aux bibliothèques serbes et, dans les localités limitrophes de la Serbie, les églises et les monastères ne furent même pas épargnés. Toutes ces déprédations furent exécutées d'après un plan arrêté d'avance. Les troupes et la gendarmerie se tenaient immobiles dans les rues, comme si elles avaient reçu l'ordre de ne pas gêner ces « manifestations patriotiques ». A la tête de tous les groupes de manifestants on portait des images de François-Joseph I<sup>er</sup>, comme pour bien montrer que ces méfaits se commettaient en son nom, et les Serbes furent obligés de les disperser eux-mêmes par les armes, les autorités ne faisant rien pour s'opposer à ces pillages.

Après avoir, par ces manifestations, fait naître les dispositions voulues contre les Serbes, le gouvernement de Bosnie procéda à des arrestations en masse. Pour des motifs en rapport direct avec l'attentat,

cinq mille notables environ furent jetés en prison. Les premiers atteints par ces mesures furent les publicistes, les instituteurs, les prêtres, les membres des organisations religieuses et antialcooliques, et la jeunesse. La veille de la déclaration de guerre, tous les notables du pays étaient emprisonnés, et sur tout le peuple pesait le poids de la dictature militaire. Le régime de l'espionnage, entretenu avec beaucoup de soin par l'Autriche, fauchait impitoyablement ses victimes. Une calomnie déposée entre les mains d'un agent de la police secrète ou la dénonciation d'un adversaire personnel pouvait entraîner une condamnation capitale ou la perte de la liberté.

Et quand il n'y eut plus de place dans les prisons de Bosnie, on transporta les malheureux par trains entiers dans celles d'Arad et de Péetrovaradine, en Hongrie.

Durant ces journées tragiques, avant et immédiatement après la déclaration de guerre, soixante prêtres orthodoxes enchaînés passèrent par la seule ville de Saraïevo. Les hommes qui jouissaient de quelque autorité parmi le peuple furent même exposés au martyre ; on les traînait enchaînés à travers la ville en les faisant marcher à reculons, tandis que les « citoyens » loyalistes leur crachaient au visage et les insultaient. C'est de cette façon que de nombreux prêtres furent martyrisés, ainsi que des notables orthodoxes et musulmans.

Alors, pour montrer leur solidarité intellectuelle et morale avec les pillards, les autorités abolirent toutes les organisations serbes et confisquèrent toutes leurs fortunes, qui se montaient à plus de 10 millions de couronnes. Déjà tout au commencement de la guerre, les autorités commencèrent à prendre des otages, surtout dans les régions limitrophes de la Serbie. Tous ces otages répondaient sur leur tête du moindre désordre survenant soit dans leur commune, soit même sur la route par laquelle on les menait. Ils furent véhiculés par chemins de fer ou par transports militaires. Il arrivait que ces otages restaient dans les trains pendant 48 heures sans interruption. On les conduisait ensuite aux postes militaires qui, pour effrayer la population, les pendaient aux arbres bordant les voies publiques. D'autres otages furent incarcérés dans les prisons hongroises, le plus souvent à Arad et à Péetrovaradine. Au début de la guerre, les autorités autrichiennes enfermèrent dans les catacombes plus de 6000 prisonniers de toute la Bosnie-Herzégovine, et surtout des districts de Rogatitza, Fotcha, Kladania, Biletsch, Trébinié et Gatzko.

Près d'Arad existe une ancienne forteresse, avec des corridors souterrains et des tunnels d'une longueur de plusieurs kilomètres. Le commandant de cette prison était le lieutenant-colonel Héguédus, connu pour sa brutalité. Un prisonnier réfugié a

raconté : « Héguédus venait nous voir le fouet à la main, comme si nous avions été des bestiaux. Il ne nous permettait pas de boire l'eau d'une fontaine, mais il nous forçait à boire celle d'un marais pour nous empoisonner. Comme nourriture quotidienne nous avions un demi-kilo de pain et 100 grammes de soupe. Les épidémies se propageaient rapidement parmi nous. L'eau dégouttait des murs au-dessus de nous, et sous nos pieds il n'y avait que la terre humide. » Dans cette seule forteresse 1500 prisonniers moururent jusqu'au 19 juin 1915.

L'*Arbeiter Zeitung* de Vienne du 8 avril 1917 a publié la notice suivante qui confirme toutes les souffrances endurées par notre peuple :

« A Arad, le lieutenant-colonel Edouard Héguédus, en sa qualité de commandant de place, était préposé au camp des Serbes de Hongrie et de Bosnie-Herzégovine internés depuis le commencement de la guerre. Les internés, entassés dans des espaces étroits, étaient nourris d'une façon très insuffisante. Les quatre officiers chargés de leur surveillance se livraient à tous les abus et les exploitaient honteusement en faisant vendre des vivres aux internés riches à des prix exorbitants, alors qu'ils traitaient très mal les internés pauvres...

« Une épidémie se déclara dans le camp, mais ceux auxquels était confiée la surveillance des internés s'en préoccupèrent fort peu. Le lieutenant-colonel,

exactement au courant de cet état de choses, répondait à ceux qui s'en plaignaient par la menace de les faire fusiller. Il n'y avait pas que des hommes dans ce camp, il s'y trouvait également des femmes et des enfants qui souffrirent plus cruellement encore de ces traitements.

« Lorsque les autorités militaires apprirent les procédés du lieutenant-colonel Héguédus, ce dernier fut immédiatement destitué et une enquête fut ouverte contre lui... Inculpé d'atteinte à l'honneur et d'abus de pouvoir, il fut condamné à un an de prison, au renvoi du corps des officiers et à la perte de toutes ses décorations... »

D'autres groupes de prisonniers furent jetés dans la forteresse de Péetrovaradine. Des familles entières ont trouvé la mort dans ces prisons. Il arrivait que, pour effrayer la population, on fusillait les otages restés dans leurs villages.

Les otages de Fotcha étaient : l'archiprêtre Josip Kochévitch, le prêtre Vasiliyé Kanditch, les trois cousins Milan, Niko et Djordje Hadjivoukovitch.

Ils furent conduits le 10 août 1914 sur le pont de la Drina pour être exécutés sans jugement. L'archiprêtre Josip Kochévitch, Djordje et Niko Hadjivoukovitch furent exécutés à coups de fusils. Milan Hadjivoukovitch et le prêtre Vasiliyé Kanditch devaient être tués à coups de baïonnettes, mais les cris de douleur que leur arrachèrent les premiers coups

firent accourir du monde et c'est ainsi qu'ils furent sauvés. On les envoya plus tard à Arad avec les autres détenus. Milan Hadjivoukovitch devait encore répondre de l'accusation de haute trahison devant le tribunal de Saraïevo.

Les journaux autrichiens ont publié, le 17 mai 1917, le communiqué officiel suivant concernant « le contrôle des internements » :

« L'empereur a ordonné depuis un certain temps déjà une opération générale de contrôle dans les stations d'internés et de « confinés » (on appelle de ce nom les indigènes auxquels les autorités ont assigné une résidence forcée), en insistant sur sa volonté que cette opération soit menée de la façon la plus libérale. Si, à un moment donné, les circonstances et certains motifs de soupçons ont rendu inévitables des internements et des « confinements », des indices de ce genre ne doivent plus motiver de pareilles mesures. Les internements ne doivent être maintenus que dans les cas exceptionnels où il n'existe aucun autre moyen de sauvegarder les intérêts de la conduite de la guerre.

« Cette ordonnance de l'empereur a eu pour effet la mise en liberté de 70 % des internés ; la plupart d'entre eux, appartenant aux régions où la guerre se déroule et étant dénués de ressources, jouiront de la même aide qui est accordée aux réfugiés. Dans 20 % des cas environ, l'internement a été transformé en

« confinement » ; il ne reste désormais comme internés qu'un nombre restreint d'indigènes dont la mise en liberté est rendue impossible par des considérations d'une haute importance politique ou militaire.»

\* \* \*

Pour exterminer le peuple serbe au plus vite, le gouvernement leva une armée de mercenaires qu'on nomma les « légionnaires », armée qui eut pour tâche d'entretenir la terreur dans la population serbe. Aussitôt que la guerre éclata, les autorités commencèrent à organiser ces légions.

On promit à chaque homme la nourriture, une solde de trois couronnes par jour et l'équipement. Plus tard, le commandement militaire ordonna que tous les adultes ne faisant pas partie de l'armée régulière et connus comme anti-serbes fussent enrôlés dans ces troupes, dont l'effectif augmenta considérablement.

Après la retraite de l'armée serbe de Bosnie, ces troupes furent chargées de châtier la population serbe des régions orientales, qui s'était jointe à l'armée serbe. C'est ainsi qu'à Vlasenitza les « légionnaires » emmenèrent la malheureuse population sur une hauteur et la massacrèrent à coups de hache. Dans d'autres localités, ces mêmes légionnaires tuèrent et violèrent les femmes et les filles serbes. Les malheureux qu'on ne pouvait immoler sur place furent déferés

au tribunal militaire, jugés et condamnés pour crime de haute trahison. En novembre 1914, dix-huit jeunes filles furent pendues à Tuzla parce qu'elles avaient dansé avec les soldats serbes qui passaient dans leur village au moment de l'offensive serbe.

Le Gouvernement bosno-herzégovinien, voulant atteindre la nation serbe dans sa racine, décida d'anéantir notre peuple dans la Bosnie-Herzégovine orientale. De Vlasenitza à Kotor, tous les villages limitrophes de la Serbie et du Monténégro furent brûlés, les églises et les écoles détruites à la dynamite ; la population fut ou bannie ou emmenée dans l'intérieur du pays où elle mourut de faim.

C'est parmi les larges couches populaires, dont le sort préoccupe peu l'opinion publique, qu'il y eut le plus grand nombre de victimes. Rien qu'à Trébinié, soixante-dix hommes et femmes furent pendus, parmi lesquels plusieurs septuagénaires. Vidak Parejanine, prêtre de Lastva, subit aussi à Trébinié le supplice de la pendaison. Son fils, âgé de 15 ans, avait été jeté en prison en même temps que lui. La veille de l'exécution, le commandant de la prison demanda au prêtre lequel il préférerait qui fût pendu, de lui-même ou de son fils ; le malheureux père n'hésita pas à réclamer pour lui la peine capitale ; au moment de mourir il s'écria : « Vive la Serbie libératrice ! » Son fils fut retenu prisonnier.

Très nombreux furent, parmi les paysans, les vic-

times dont aujourd'hui on ne connaît même pas les noms. On les exécutait dans les centres importants, loin de leurs villages, pour terroriser la population urbaine et pour laisser inconnus les noms de ces martyrs. A notre grand regret il nous est impossible de dresser la liste de tous ces malheureux, qui dans leurs supplices donnèrent tous l'exemple du plus patriotique héroïsme ; les habitants des villes où fonctionnait la potence n'ont été à même de nous fournir aucun nom.

Mais nous nous portons garant de l'exactitude des faits que nous relatons et qui nous ont été confirmés par les personnes les plus dignes de foi. Après la guerre, ce martyrologe sera publié, avec des preuves du courage stoïque que les Serbes des régions les plus arrières de Bosnie-Herzégovine ont montré en mourant pour la liberté. Un paysan qu'on allait pendre à Dubrovnik (Raguse) conservait un calme héroïque ; pour l'en punir on lui fit souffrir à la potence une agonie de dix minutes. A Mostar, un autre paysan de Névésinié marchait droit vers le gibet, les dents serrées et sans regarder personne. Arrivé devant la potence, il se passa lui-même la corde au cou. Un autre encore donna un coup de poing terrible dans la poitrine du bourreau, puis il se pendit lui-même...

*Le Temps*, de Paris, a rapporté un exemple épouvantable de la sauvagerie autrichienne en Bosnie orientale. L'étudiant en sociologie Yovan Zivano-

vitch, de la faculté de Lausanne, né à Brtchko (Bosnie) s'était engagé comme volontaire dans l'armée serbe ; blessé et capturé par des soldats autrichiens, il fut brûlé vif à Sébrénitza.

Cinquante-sept villages et hameaux furent pillés et incendiés dans le district de Gatzko en Herzégovine. La soldatesque massacrait la population désarmée. Yoko Tchéranitch fut tué à coups de crosse et ensuite jeté dans le feu. Deux frères, Toma et Ilia Yokovitch, furent brûlés ainsi que leur mère. Une fillette et un garçon, Petar Kovatchévitch, tous deux atteints de maladie mentale, furent brûlés vifs dans le village de Kotari après des tortures inouïes. La femme de Maxim Pérovitch fut tuée avec son petit bébé et la mère de Yevto Markovitch. Une autre femme, Durdja Popovitch, fut pendue dans le village Avtovatz et resta pendue pendant trois jours. On a massacré le vieillard Perisa Glogovatch et sa femme ; Stephan Charénatz, Ilia Bolianatz, Nikola Popara, Tchoubriilo furent pendus dans le village de Fatnitza. Djordje Gatchina, de Meka Grouda, fut tué à coups de crosse. Le paysan Pero Parcjanine, *kmet* du monastère de Dobritchevo (à la frontière), fut pendu dans le village de Panika, et le monastère lui-même fut détruit et brûlé.

La *Neue Freie Presse* de Vienne du 11 déc. 1915 publie sur les régions de l'Herzégovine un rapport détaillé, conçu textuellement en ces termes : « *A*

droite et à gauche sont des maisons affreusement dévastées, vestiges d'habitations humaines qui méritent à peine le nom de ruines. Ces débris s'harmonisent avec le temps sombre et triste et tout donne l'impression de l'ancantissement du monde par la justice du ciel. Ces maisons n'ont pas été détruites par les armes, mais par le feu que notre armée y a mis à titre de châtement. »

Toute une série d'exécutions sommaires eurent lieu dans les régions orientales de la Bosnie. Un paysan, Malicha Savitch, inculpé de haute trahison, fut pendu à Tchaïnitché.

Atchim Biélogrlitch de Fotcha, Tetar Popalovitch de Vichgrad, Andielko Stanitch de Rogatitza furent aussi pendus. Des paysans furent fusillés en masse par la soldatesque près de Fotcha et à Konsko près de Trébinié.

Un ancien soldat autrichien qui s'était rendu aux Serbes racontait qu'en allant de Saraïevo à Vichgrad, il avait vu de nombreux paysans serbes de Bosnie-Herzégovine crucifiés et cloués aux arbres le long de la route.

Malheureusement, ce n'est là qu'une petite partie du martyre de notre peuple. Nous avons eu connaissance de ces différents faits par des déserteurs et par des journaux autrichiens censurés <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On trouvera encore de nombreux exemples de faits analogues dans *Ceux dont on ignore le martyre*, par le Dr V. Kuhne, dans *La Yougoslavie*, par P. de Lanux et dans plusieurs articles du *Times*, de la *Revue hebdomadaire* et de la *Bibliothèque Universelle* de Lausanne.

Après avoir lu le récit de toutes ces cruautés, que penser des paroles prononcées par le député hongrois Szmrecsanyi dans la séance du Parlement hongrois du 22 mars 1917 ? Il a dit :

« Etant donné que *des procédés radicaux ont pu être employés en Bosnie grâce aux autorités civiles et militaires* qui surent prendre des mesures énergiques, pourquoi n'a-t-on pas pu en faire autant, sans aucun danger. en Croatie ? »

Peut-on imaginer un aveu plus cynique que celui-là ?

Le gouvernement supprimait économiquement et par l'expropriation ceux auxquels la mort était épargnée. L'application de ces mesures commença le 7 octobre 1914 lors de la publication, dans l'organe officiel du gouvernement bosniaque, du décret d'expropriation visant tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir agi contre la monarchie. Les familles de ces malheureux étaient bannies hors des frontières, dépouillées de tout. Les habitants de la Bosnie-Herzégovine orientale surtout, qui après la retraite de l'armée serbe n'osèrent pas attendre l'armée austro-hongroise, subirent cette condamnation. Beaucoup d'entre eux, qui ne purent s'enfuir, furent tués comme espions et traîtres pour avoir manifesté leur joie à l'arrivée de l'armée serbe. Les fortunes des réfugiés furent confisquées, et leurs familles expulsées. Selon l'organe semi-officiel du gouvernement de Bosnie, la *Bosnische Post* de février et mars 1915,

voici le bilan des familles serbes expulsées : 3700 des environs de Saraïevo, 530 de Fotcha, 1400 de Rogaitza, Kladania et Trébinié, 30 de Biletch. Rien qu'en un mois 5200 familles serbes de Bosnie-Herzégovine furent exilées en Serbie et au Monténégro et leurs biens confisqués. Quelques jours plus tard le même journal a publié une liste d'expropriations de Fotcha, de Trébinié, de Banïa-Luka et de Sanski Most. Après ces détails sur les régions dévastées limitrophes de la Serbie, la *Bosnische Post* indique dans son n° 54 de 1915 comment il conviendrait de repeupler toutes ces régions par des immigrants de la monarchie austro-hongroise. Les familles serbes non expulsées se trouvaient dispersées dans l'intérieur du pays ; elles erraient d'un endroit à un autre, éprouvées, affamées, sans vêtements, se nourrissant souvent de la racine des herbes et de l'écorce des arbres.

Pour continuer l'anéantissement complet de ces contrées, le gouvernement bosniaque percevait, sur les districts les plus misérables, des sommes fabuleuses à titre d'emprunt de guerre. C'est ainsi que le district de Biletch, le plus pauvre de l'Herzégovine, dut s'inscrire pour 224,000 couronnes. Selon les données statistiques les plus récentes, on a récolté dans la Bosnie-Herzégovine, pour les quatre emprunts autrichiens, la somme de 130.000.000 de couronnes.

Sur cette somme les musulmans, qui représentent 32,25 % de la population du pays, ont souscrit

10.896.500 couronnes et les orthodoxes (43,49 %) 3.152.000 couronnes ; le gros apport de 116 millions de couronnes a été fourni par les catholiques et les immigrés, qui ne figurent ensemble que pour 24,26 % dans la population. On peut déduire de ces chiffres que l'élément musulman — et bien plus encore l'élément orthodoxe — sont ou très pauvres ou très mal disposés envers leurs gouvernants : ni l'une ni l'autre de ces conclusions n'est d'un bon augure pour l'Autriche.

La meilleure preuve du peu de confiance de l'Autriche-Hongrie dans les sentiments du peuple de Bosnie-Herzégovine à son égard est dans le fait qu'au commencement de la guerre le Sabor fut dissous, sans aucune allusion à de nouvelles élections.

\* \* \*

Après avoir détruit les villages et les villes, jeté en prison ou incorporé dans l'armée tous les hommes adultes, le gouvernement austro-hongrois s'occupa d'en finir au plus vite avec les organisations serbes et les intellectuels de Bosnie.

On s'attaqua pour commencer à la jeunesse serbe, qui avait témoigné au cours des derniers événements tant d'enthousiasme créateur et fourni un travail si altruiste parmi le peuple. C'est cette jeunesse qui entretenait les cours d'enseignement, fondait les

associations anti-alcooliques, répandait les idées positives sur le travail et préparait la régénération morale de la société. Ces nobles initiatives isolées et les efforts bienfaisants des énergies individuelles et collectives gênaient le plan général de la politique austro-hongroise, tendant à l'anéantissement moral et économique du peuple serbe en Bosnie. C'est pour cette raison que toute une série de procès furent intentés par le gouvernement contre la jeunesse, accusée d'entretenir des relations avec le Comité de Défense Nationale (*Narodna Odbrana*) de Belgrade. Les mêmes méfaits que commettait jadis l'Autriche dans les régions italiennes se répètent aujourd'hui, mais intensifiés jusqu'à la sauvagerie sadique, dans les régions serbes qui dépendent de son gouvernement.

La série des procès politiques en Bosnie fut inaugurée par le procès de Banja-Luka organisé contre 35 collégiens (élèves de la section réelle) et leurs professeurs. L'accusation contre ces jeunes gens porte sur le fait qu'ils ont voulu fonder une société : « Yougoslavie » selon les instructions de la jeunesse universitaire de Prague. Le directeur de la section réelle K. Krsmanovitch et deux professeurs furent accusés de n'avoir pas voulu empêcher ce mouvement parmi les élèves quoiqu'ils en connussent le caractère. Le tribunal suprême annula le jugement d'acquiescement prononcé par les juges de Banja-Luka et ordonna une nouvelle instruction devant le tribunal d'arrondisse-

ment de Travnik. L'élève Yarakula fut condamné, ainsi que le directeur et les professeurs, à 5 ans et 2 mois de travaux forcés.

Le second procès contre la jeunesse eut lieu à Saraïevo contre les élèves du collège de Mostar, qui avaient voyagé en Bosnie pour y organiser des concerts de la société intellectuelle *Prosvjeta*. L'accusation les dénonça comme de « grands propagandistes serbes ». Les condamnations prononcées dans ce procès varient de 4 à 7 ans de travaux forcés.

Le troisième procès s'est déroulé le 15 juillet 1915 devant le tribunal d'arrondissement de Travnik contre 65 élèves du collège de Saraïevo. Sept inculpés étaient musulmans ou catholiques, tous les autres orthodoxes. Le principal accusé était le jeune écrivain et poète Borivoï Jefitch. Il répondait des articles publiés par lui dans des revues de jeunes, articles préalablement censurés par les autorités austro-hongroises. Ces jeunes gens étaient accusés en outre d'avoir fondé la société « la Jeunesse nationale serbo-croate » et d'avoir répandu la « grande propagande ». Quatre d'entre eux furent condamnés pour avoir chanté la chanson nationale : « Ecoutez, mes frères slaves ». Les condamnations varièrent entre un mois et trois ans de travaux forcés.

Le quatrième procès eut lieu le 13 septembre 1915 devant le tribunal d'arrondissement à Bihatz, contre les 38 élèves du collège de Donja-Tuzla et quelques-

uns de leurs professeurs. Le procureur général les accusait de haute trahison et de relations avec la « Défense nationale serbe » (*Narodna Odbrana*). Trois professeurs du collège de Tuzla furent jugés et condamnés lors de ce procès. L'étudiant Todor Ilitch fut condamné à la potence. Ses camarades se partagèrent un total de 133 ans et 10 mois de travaux forcés.

Tous ces procès furent organisés à titre de mesure préventive contre une révolte populaire dans les lieux éloignés des centres juridiques. Au moment où la liberté de la Serbie s'éteignait tragiquement et où les armées germano-austro-bulgares pénétraient vers Kragouïévatz et Nich, un procès longuement préparé commença à Banïa-Louka contre les organisations serbes et les notables nationaux. Le nombre des accusés était de 156, composé en majorité d'intellectuels et de paysans. Dans ce procès figuraient 7 députés au Sabor de Saraïevo, 7 professeurs, 16 instituteurs, 21 prêtres, 2 médecins, 2 ingénieurs, 15 fonctionnaires publics, 1 avocat, 52 paysans, 25 commerçants et 8 étudiants. L'accusation principale porte sur les associations nationales *Prosvjeta* les *Sokols* et le *Pobratimstvo*, inculpées d'être au service de la Serbie. L'activité ingénieusement organisée de la *Prosvjeta* avec 20.000 membres et un réseau de sections diverses anti-alcooliques, économiques ou gymnastiques, s'étendant sur tout le pays, avait con-

sidérablement développé la conscience nationale. Les énergies dispersées étaient ainsi unifiées en une solide organisation qui contribuait puissamment à la régénération morale et économique du peuple. C'est à cause de ces succès que le gouvernement austro-hongrois déchaina sa colère contre ces associations ; comme il fallait, pour les anéantir, au moins un prétexte apparent, on inventa contre la *Prosvjeta* cette accusation d'être au service de la Serbie et de la *Narodna Odbrana* (défense nationale) de Belgrade. Comme principal inculpé on choisit Vasil Grdjitch, secrétaire général de la *Prosvjeta*.

Le parquet les accusa d'être les instigateurs de cette guerre, d'avoir préparé le peuple au soulèvement (bien qu'ils fussent presque tous en prison dès le moment même de l'attentat de Saraïevo). Malgré tout, le tribunal les condamna envers l'Etat au paiement des frais se montant à 14 millions et demi de couronnes.

Après six mois d'une lutte inégale, à Banïa-Luka, entre l'accusation et la défense, les condamnations suivantes furent prononcées le 22 avril 1916 : pour 16 inculpés, dont Vasil Grdjitch et Matia Popovitch, la mort ; pour les autres des peines variant entre 3 et 20 ans de travaux forcés, et formant un total de 738 ans ; 53 inculpés furent acquittés. La Cour suprême a ratifié en dernier ressort, le 8 février 1917, le jugement du tribunal de Banïa-Luka.



Mais le gouvernement autrichien n'était pas au bout de ses méfaits. Il voulait encore des procès, encore de la terreur. Sur la base de quelques nouveaux écrits, se rapportant au procès qui avait eu lieu le 5 décembre 1916, trente-neuf nouvelles poursuites furent ordonnées à Saraïevo et aboutirent aux condamnations suivantes : 3 à mort, 15 aux travaux forcés de 1 à 16 ans, soit en tout 110 ans ; 2 inculpés sont morts au cours de l'instruction pénale, 18 furent absous : Dans ce procès figuraient aussi deux musulmans, tous deux étudiants ; l'un est mort et l'autre a été condamné à 5 ans de travaux forcés. Le 9 mai 1917, le publiciste Nikola Kasikovitch, rédacteur de la revue *Bosanska Vila*, fut condamné à 10 ans de travaux forcés avec le régime rigoureux parce qu'on avait trouvé chez lui quelques lettres écrites il y a huit ou dix ans ainsi que quelques poèmes qu'il avait publiés dans sa revue.

Nous avons mentionné ces deux procès parce que leur conception en fait la continuation logique des procès antérieurs et les relie à ceux annoncés par les organes autrichiens. Ceux-ci déclarent en effet que nous sommes bien loin de la fin des souffrances du peuple ; les procès pour crimes politiques se suc-

cèdent journellement et entraînent presque chaque mois un plus grand nombre de condamnations <sup>1</sup>.

Pour écraser complètement la tête du « serpent » et pour exercer aussi un contrôle sur les sentiments les plus intimes et les plus sacrés de l'homme, ainsi que pour annihiler ou disperser toutes les forces populaires, le gouvernement bosno-herzégovinien, par une simple ordonnance (du 3 juillet 1916), abolit presque entièrement l'autonomie religieuse des serbes orthodoxes, garantie par la loi, et soumit à son contrôle toute activité intérieure et extérieure.

L'emploi de l'alphabet cyrillique — caractères serbes — fut interdit dès le commencement de la guerre. On put lire journellement dans l'Officiel de Saraïevo des interdictions de livres ou revues paraissant avant la guerre et ayant préalablement passé à la censure autrichienne.

Nous ignorons le succès que le gouvernement pourra finalement obtenir avec ces procédés, mais

<sup>1</sup> On lit dans la *Reichspost* du 11 juin 1917 :

« Les journaux de Saraïevo annoncent qu'on a trouvé, parmi des documents confisqués chez un avocat, des pièces à la charge de G. Jestanovitch et de V. Chola, chefs des radicaux de Bosnie. Une enquête a été ouverte contre eux, et l'un et l'autre ont été arrêtés et traduits devant le tribunal de Saraïevo. »

Il est intéressant de noter que Jestanovitch, vieillard plus que septuagénaire et Chola, ancien président du parlement de Bosnie, sont poursuivis actuellement pour des faits qui remontent à l'année 1896, époque où ils menaient une lutte acharnée contre les autorités austro-hongroises.

ce qui est péremptoire et exact c'est que, selon un vieux dicton serbe : « Plus on est opprimé et plus on se révolte ».

De tels crimes ne peuvent être commis que par les dirigeants autrichiens, qui les reconnaissent et en sont fiers, ayant perdu tout sentiment des devoirs humains et de leur responsabilité morale devant le monde et devant l'histoire. Le militarisme organisé a anéanti des régions entières de notre pays. Les flammes ont ravagé les habitations, les bibliothèques, les salles de lecture et les écoles nationales. On a pendu sur les grandes routes et dans les villes les citoyens les plus éminents de notre pays. On a traîné le long de nos rues de misérables esclaves enchaînés, que les agents autrichiens frappaient et injuriaient, leur crachant au visage. Dans les prisons et dans les familles même on a attenté honteusement à l'honneur de nos femmes. Des centaines de nos enfants sont morts de faim et de froid, arrachés du sein de leur famille pour que notre race soit exterminée. Dans la rage de leurs passions, les dirigeants autrichiens ont foulé aux pieds toutes les lois de l'humanité, détruit tous les ponts de conciliation, rompu tous les liens avec leurs sujets bosno-herzégoviniens. Combien de victimes ont péri dans les prisons et sur les échafauds, dont on ne connaît pas les noms ? Seule une commission internationale sera à même après la guerre d'établir le bilan des atrocités com-

mises et de déterminer les indemnités dues aux familles et aux propriétaires éprouvés. Les crimes des dirigeants autrichiens dans la Bosnie-Herzégovine dépassent en horreur ceux mêmes qu'ils avaient commis autrefois en Lombardie. Les vieux de notre pays, qui ont conservé le souvenir de la sauvagerie turque en Bosnie-Herzégovine, disent que le Turc était moins brutal que l'Austro-Magyar. Nos anciennes comme nos jeunes générations n'ont, après tous ces crimes, d'autres paroles que les suivantes : « *Ou bien les Autrichiens doivent disparaître de la Bosnie-Herzégovine, ou bien les fils du pays, les Serbes eux-mêmes.* »

---

## La libération et l'union.

Pour quelles raisons les générations précédentes et actuelles bosno-herzégoviniennes revendiquent-elles l'union avec la Serbie et soutiennent-elles sans trêve une lutte qui leur coûte tant d'efforts et tant de sacrifices? Ces raisons sont complexes :

1° En Bosnie-Herzégovine vit le même peuple qu'en Serbie et au Monténégro. Les traditions nationales, les mœurs du peuple, la structure du terrain et la situation économique exigent, aussi bien que le principe des nationalités, la réalisation de cette union. Le géographe et ethnographe Jovan Cvijitch, professeur d'Université, l'un des hommes qui connaissent le plus à fond les questions balkaniques et dont les cours à la Sorbonne ont été si remarquables, a clairement exposé, dès 1908, les différents aspects de cette raison :

« Mais, dit-il, on doit admettre, comme un minimum incontestable du principe des nationalités, que l'on ne peut donner à un Etat étranger la région centrale et comme le cœur même d'un peuple : or

la Bosnie-Herzégovine est le cœur même du peuple serbe. Elle n'est pas seulement pour la Serbie et le peuple serbe ce que sont l'Alsace et la Lorraine pour les Français, le Trentin et Trieste pour les Italiens, ou encore les provinces autrichiennes des Alpes pour l'Allemagne. La Bosnie-Herzégovine a pour la Serbie l'importance qu'a pour la Russie la région de Moscou, qu'ont pour les Allemands et les Français les parties les plus pures de l'Allemagne et de la France, c'est-à-dire celles qui représentent le mieux les races française et allemande.

« Le premier monument de la langue serbe a vu le jour en Bosnie en 1889 ; c'est la lettre bien connue du ban Kouline. C'est le territoire de la Bosnie-Herzégovine qui, par la richesse et la beauté de son folklore, tient la première place dans le monde serbe. C'est le dialecte de l'Herzégovine qui a été adopté par le fondateur de la littérature serbe moderne, Vouk Karadjitch. Un grand nombre des hommes les plus considérables et les plus illustres de la race serbe sont originaires de la Bosnie et de l'Herzégovine. Toute entreprise scientifique à Belgrade trouve les plus actifs collaborateurs en Bosnie et en Herzégovine. Sur l'unité du peuple serbe et ses aspirations nationales toute la presse serbe est animée des mêmes sentiments et, sous ce rapport, la presse serbe de la Bosnie et de l'Herzégovine est pour ainsi dire à la tête du mouvement.

« Le commerce non seulement de la Bosnie et de l'Herzégovine, mais aussi des régions voisines même de la Serbie occidentale, est principalement entre les mains des Herzégoviniens. Nulle part le dévouement et l'esprit de sacrifice pour les intérêts de la civilisation et de l'instruction du peuple serbe ne sont aussi développés qu'en Herzégovine et en Bosnie. Bien plus, les Bosniaques et les Herzégoviniens ont pris part en très grand nombre à toutes les guerres que la Serbie a soutenues au XIX<sup>e</sup> siècle pour son indépendance et la délivrance des contrées voisines. »

Au cours des guerres balkaniques et surtout au cours de la guerre actuelle, ce dévouement a trouvé sa plus large expression. Quoique, dès le 28 juin 1914, l'état de siège fût proclamé en Bosnie-Herzégovine et toute libre circulation du peuple interdite, quoique l'Autriche-Hongrie fusillât tous les volontaires dont elle pouvait se saisir, les Bosno-Herzégoviniens réussirent à fournir aux armées serbe et monténégrine un effectif de volontaires représentant trois divisions qui dans tous les combats se montrèrent égaux en valeur à leurs autres frères serbes.

Citons encore Jovan Cvijitch :

« Il apparaît clairement par ce qui précède qu'en Bosnie-Herzégovine, grâce aux qualités de leur population, à leur position centrale dans la masse ethnographique du peuple serbo-croate, et à l'heureux mélange des orthodoxes et des catholiques, se

trouve la clef du problème serbe. Sans ces provinces il ne peut se constituer un Etat serbe de quelque importance. Elles sont l'élément essentiel pour la solution de la question serbo-croate et par suite pour la solution de la question des Slaves du sud.»

Ces paroles expriment au mieux nos motifs ethnographiques pour l'application du principe des nationalités.

2° Signalons les raisons politiques générales : Au commencement de cet exposé j'ai décrit brièvement les facteurs principaux de la lutte de la Bosnie-Herzégovine pour son indépendance et pour son union avec la Serbie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. On avait cru jusqu'en 1878 que la Bosnie-Herzégovine obtiendrait la même autonomie que les autres Etats balkaniques affranchis de la Turquie, autonomie qui conduirait nécessairement à une liberté complète et à l'union avec la Serbie et le Monténégro. Mais, favorisant les désirs de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, le destin a voulu que de faux principes politiques fussent imposés à ces régions, principes qui ont dicté la majeure partie des dispositions adoptées au Congrès de Berlin.

Partant du principe que les petits Etats balkaniques n'ont pas droit à l'existence et qu'il faut empêcher la création d'un Etat yougoslave assez fort pour être indépendant, le Congrès de Berlin a adopté comme base de ses résolutions le partage des Balkans en deux

sphères d'intérêts : l'une occidentale et austro-hongroise, l'autre orientale et russe. Le désir des Puissances européennes de maintenir la Turquie d'Europe et surtout de voir Constantinople rester aux mains des Turcs a fourni à l'Autriche-Hongrie l'occasion de se présenter alors comme le champion des intérêts et de la culture occidentales contre la « barbarie » russe et balkanique. C'est ainsi que, contrairement au principe « les Balkans aux peuples balkaniques », contre la volonté de la population de la Bosnie-Herzégovine, de toute la nation serbe, de la Russie et de l'Italie, l'Europe confia à l'Autriche-Hongrie le mandat d'organiser les Balkans. Cela démontre que l'Europe ignorait aussi complètement les Balkans que l'aptitude de l'Etat austro-hongrois à réaliser cette grande œuvre. Après les paroles du ministre anglais, M. Balfour, qui disait, en commentant la réponse des Alliés à la note de M. Wilson, *que l'erreur des générations précédentes fut d'essayer de sauver la Turquie d'Europe*, nous avons la conviction que des erreurs pareilles ne peuvent pas se renouveler et qu'un grand effort sera tenté pour réparer les anciennes. Durant tout le règne de l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine (1878-1917) on a toujours pu constater que la monarchie, conformément aux désirs et aux intentions de Berlin, n'a considéré ces provinces que comme une étape dans sa poussée vers Salonique. S'il est vrai, comme on l'affirme, que le comte An-

drassy, en communiquant à François-Joseph I<sup>er</sup> la décision du Congrès de Berlin relative à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, ait dit : « Majesté, je vous apporte les clefs des Balkans », il faudrait ajouter pour compléter et préciser cette pensée : « Et vous serez ainsi le porte-clefs du roi de Prusse. ».

Aussi bien par sa politique culturelle que par sa politique économique, l'Autriche-Hongrie a manifestement tendu à la conquête des Balkans. La Bosnie-Herzégovine devenait par la force une colonie austro-allemande. Le mécontentement du peuple sous un tel régime est compréhensible. Il le devient encore plus quand on connaît l'esprit tenace des Bosno-Herzégoviniens ; ils n'ont jamais demandé l'union avec l'Autriche-Hongrie ; ils ont ouvertement et résolument *protesté contre l'annexion* de la Bosnie-Herzégovine, et pendant toute sa durée ils n'ont jamais, directement ni indirectement, donné le moindre signe d'approbation de cet acte illégitime et violent. Et l'on sait pourtant si l'Autriche-Hongrie a tout fait pour obtenir leur adhésion.

Les considérations de politique générale qui avaient, lors du Congrès de Berlin, déterminé les grandes puissances européennes à ratifier l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, ont disparu depuis longtemps. La domination de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans n'a plus à contre-balancer la sphère d'influence russe (Bulgarie et Roumélie orientale). To-

lérer plus longtemps cette domination signifierait laisser sans solution le problème balkanique et adriatique au préjudice des Serbes et des Italiens, laisser la route ouverte aux Allemands vers l'Orient, rendre possible la liaison du monde germanique et du monde musulman, bref démontrer la défaite militaire de la Quadruple-Entente dans ce complot, surtout en ce qui concerne le sud-est de l'Europe. C'est déjà sur le terrain de la question bosno-herzégovienne — on s'en souvient dans les Balkans — qu'une première victoire diplomatique a été remportée par les Puissances centrales sur celles de l'Entente au sujet de l'annexion, qui est l'une des causes de la guerre actuelle. Admettre ce point de vue, ce serait livrer les Balkans aux Allemands et leur offrir du même coup la réalisation de leur projet Berlin-Bagdad.

3°. Les raisons humaines et démocratiques sont faciles à exposer brièvement. Depuis longtemps déjà avant la guerre actuelle l'Autriche-Hongrie avait commencé à montrer, en toutes circonstances, un manque absolu de scrupules en matière politique et de respect envers les droits établis. Mais, depuis le mois de juin 1914 jusqu'aujourd'hui, elle a fait régner en Bosnie-Herzégovine un régime qui dépasse, dans l'odieux, tout ce qu'elle avait précédemment inventé, et dont aucun pays n'avait encore été victime. Les autorités austro-hongroises ont commis

en Bosnie-Herzégovine tant d'illégalités et de violences que toute idée de confiance ou même de conciliation doit être à jamais exclue entre le peuple et les autorités. La Serbie, que tant de liens attachent à cette partie de son peuple, ne saurait rester indifférente à son sort, et l'intérêt qu'elle lui porte lui a fait constamment risquer sa propre existence. La meilleure preuve en est dans les guerres balkaniques et dans la guerre actuelle.

4°. Les facteurs juridiques et éthiques démontrent l'impossibilité de maintenir la Bosnie-Herzégovine sous le gouvernement de l'Autriche-Hongrie. Les puissances signataires du Traité de Berlin n'ont fait que consentir à l'abrogation de l'art. 25 de ce traité qui avait résolu pour un temps la question de la Bosnie-Herzégovine, mais les autorités austro-hongroises lui ont arbitrairement contrevenu. Le consentement des puissances signataires impliquait seulement la reconnaissance d'un fait, non pas celle d'un droit. Il n'existe aujourd'hui aucun traité international qui sanctionne le droit de souveraineté de l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine. Bien mieux, la loi d'annexion n'a été ratifiée constitutionnellement ni dans la monarchie ni en Bosnie-Herzégovine<sup>1</sup>. Etant

<sup>1</sup> On lit dans la *Neue Freie Presse* du 15 juin 1917 (Compte-rendu de la séance du *Reichsrat* du 14 juin) :

« Le président annonce que le député libéral slovène Ribar lui a remis une question écrite, demandant d'urgence le dépôt d'un

donné que l'Autriche-Hongrie se compose d'un territoire autrichien et d'un territoire hongrois, la Bosnie-Herzégovine, qui n'est nullement autrichienne ni hongroise, doit obtenir, comme elle en a indiscutablement le droit, son propre gouvernement. La Bosnie-Herzégovine, qui constitue une communauté administrative distincte, ne doit pas faire partie plus longtemps de la monarchie dans laquelle elle a été englobée par la force et la ruse. Telles sont les raisons générales admises par l'Entente et par la nation serbe à l'appui de notre thèse.

En outre la Serbie, en tant qu'Etat, a ses raisons spéciales pour soutenir cette même thèse :

a) Au moment de la crise provoquée par l'annexion

projet gouvernemental concernant la situation étatique de la Bosnie-Herzégovine et la création d'une commission spéciale qui délibérera à ce sujet. Le président déclare qu'il est tout disposé pour sa part à entamer des pourparlers avec le gouvernement à ce sujet. »

On commence donc à s'apercevoir, même au parlement autrichien, que la question bosno-herzégovinienne est ouverte. Et les lignes suivantes de l'organe du parti socialiste hongrois *Nepszava*, du 19 juin 1917 montrent l'opinion publique en Hongrie, en train d'adopter nettement le point de vue que nous avons soutenu dans ces pages :

« Si Tisza et ses acolytes veulent savoir comment il se fait que des Hongrois ne désirent pas la disparition de la Serbie, nous lui répondrons que la classe ouvrière hongroise ne croit pas que la Serbie voulait s'attaquer à l'existence de notre patrie, ni que ce soit la politique de la Serbie qui ait rendu cette guerre inévitable. C'est la politique extérieure austro-hongroise qui joua un rôle funeste en annexant la Bosnie-Herzégovine. »

en 1908, l'Autriche-Hongrie, offrant à la Serbie un accès à la mer, avait choisi comme étant la plus naturelle une voie qui débouchait sur l'Adriatique en Dalmatie, après avoir traversé le territoire de la Bosnie-Herzégovine ; mais celui-ci étant sous la domination de la monarchie, il ne s'agissait que d'un simple droit de passage concédé à bien plaisir. Lors de la conférence de Londres (1913) et au cours des guerres balkaniques, les grandes puissances reconnurent à la Serbie le droit à un débouché sur la côte albanaise. Comme le problème austro-hongrois n'était pas encore à l'ordre du jour, cette solution pouvait paraître satisfaisante, malgré l'emprunt qu'elle nécessitait, elle aussi, d'une partie du territoire d'autrui. Aujourd'hui que le sort des provinces asservies va être fixé, y a-t-il quelque chose de plus naturel que d'accorder effectivement à la Serbie un débouché sur la côte dalmate, à travers la Bosnie-Herzégovine peuplée par ses frères de race, qui attendent impatiemment leur délivrance ainsi que leur essor sur les champs de la civilisation et de l'économie ?

*b)* La sécurité de la Serbie au point de vue militaire est illusoire sans la possession de la Bosnie-Herzégovine. Cette guerre a démontré que la frontière serbe est trop longue en proportion de la superficie du pays. La seule protection de la Serbie et de ses alliés d'aujourd'hui contre une invasion allemande vers l'Orient consiste dans un raccourcissement de front qui pour-

rait se réaliser par la possession de la Bosnie-Herzégovine avec la côte dalmate, ce qui augmenterait en même temps la force militaire de la Serbie. L'Autriche-Hongrie, par ses deux premières offensives en Serbie, déclenchées du côté bosniaque, a clairement démontré l'importance des territoires de Bosnie pour la défense de la Serbie.

c) Le progrès prompt et régulier de la civilisation serbe ne sera rendu possible que par l'union avec la Bosnie-Herzégovine et avec d'autres provinces voisines. Sans cette union, la Serbie ne peut pas devenir avec la rapidité voulue un marché suffisant pour tous les produits intellectuels nationaux. Le moral national serbe, qui a montré toute sa hauteur dans cette grande guerre, courrait alors le danger de se fondre avec un autre moral moins pur et moins résistant.

\* \* \*

Après ces raisons objectivement exposées nous croyons que pour tout homme intelligent et impartial il doit être clair :

1. Que l'Autriche-Hongrie, qui est entrée par ruse et par force dans la Bosnie-Herzégovine, qui s'y est maintenue par des violences de toutes sortes, qui a réalisé l'annexion de ces pays en violation du droit des gens et contre la volonté du peuple, qui a commis tant d'actes barbares contre ses propres sujets, ne peut plus rester maîtresse de la Bosnie-Herzégovine.

2. Qu'il est juste et utile pour l'Europe et pour toute l'humanité que la Bosnie-Herzégovine soit réunie, en son entité, au royaume de Serbie.

3. Que la Bosnie-Herzégovine doit, avec la Serbie, faire partie intégrante du futur Etat yougoslave, unissant tous les Slaves du Sud, et constitué sous l'égide de la Serbie comme facteur étatique.

Même la formule « sans annexion », dont on parle aujourd'hui de tous côtés, ne prend de signification complète que si elle implique aussi la désannexion des pays précédemment et injustement asservis. La Bosnie-Herzégovine est ici le cas le plus typique. Il est intéressant à cet égard de citer quelques passages du remarquable discours que M. Asquith a prononcé sur ce sujet, le 16 mai 1917, à la Chambre des Communes.

« La Chambre estimera, je pense, qu'il existe pour le moins quatre sens du mot « annexion » où l'on peut convenablement l'appliquer aux circonstances actuelles. En premier lieu, si cette guerre aboutit à une paix durable et honorable, il peut y avoir annexion, et il y aura annexion, consistant à émanciper certaines populations, asservies et opprimées, du despotisme sous lequel elles ont peiné jusqu'ici et des souffrances qu'il leur a fait subir. Non seulement c'est légitime, non seulement cela s'impose à notre conscience et à notre intelligence, mais les desseins dans lesquels nous avons tiré l'épée ne seraient pas

accomplis — ou ne le seraient qu'incomplètement — si l'annexion, dans ce sens d'émancipation, n'était menée à bout par les Alliés. Je suis parfaitement sûr que ni mes honorables amis qui sont les parrains de cet amendement<sup>1</sup>, ni, je crois, les membres du nouvel Exécutif russe ne pourront protester un instant contre une annexion qui aura été demandée dans cette intention.

« Il y a un deuxième but pour lequel l'annexion me semble non seulement légitime mais nécessaire : c'est la réunion de nationalités artificiellement séparées. A cet égard, il est superflu de démontrer que la partie séparée souffre de l'oppression actuelle...

« Il existe encore un troisième sens dans lequel il m'apparaît que ce mot d'annexion peut fort bien se justifier. Je ne vais pas passer en revue les théâtres de la guerre actuelle pour y choisir des occasions concrètes de telles annexions ; mais elles peuvent être indispensables au transfert de la souveraineté d'un territoire en vue de retenir certaines positions stratégiques dont la nécessité est démontrée non pas pour l'agression, mais pour la protection de soi-même et la défense contre une attaque future...

« Ces trois formes d'annexion peuvent être parfaitement légitimes, et quand le gouvernement russe proteste que nous devrions nous joindre à lui contre

<sup>1</sup> Il s'agit de la formule : « Ni annexion, ni contribution ».

l'annexion, il doit s'agir seulement du mot annexion limité au quatrième sens dans lequel je suggère qu'on peut l'employer, c'est-à-dire : la conquête en vue d'une expansion territoriale et d'un agrandissement politique et économique. »

On voit à quel point les idées de l'illustre homme d'Etat anglais corroborent celles que nous avons soutenues dans cet ouvrage et s'appliquent exactement au cas de la Bosnie-Herzégovine.

Ce pays, qui par trois fois au cours du XIX<sup>e</sup> siècle a pu jouir d'une indépendance plus ou moins complète, et dont les puissances européennes ont formellement reconnu le droit à l'autonomie, doit aujourd'hui réaliser cette phase définitive de son existence, si profondément troublée jusqu'à ce jour. Ainsi que nous avons cherché à le démontrer dans ces pages, c'est ce qu'exigent la justice, la morale et les intérêts bien compris de l'Europe démocratique et pacifique dont l'aube est tout près de se lever.

---

## NOTES

recueillies au cours de l'impression.

---

### L'attentat de Saraïevo.

Le *Berliner Tageblatt* du 27 juin 1917 a publié, sous la signature de son collaborateur habituel, M. Leonhard Adelt, le récit suivant de l'attentat :

En se rendant à Saraïevo, l'archiduc François-Ferdinand passa par Trieste. Comme il allait s'embarquer là et comme il passait en voiture le long du quai, il eut nettement le pressentiment de sa mort prochaine. A plusieurs reprises, son regard parcourut les hautes façades des maisons, comme s'il avait eu peur qu'on ne jetât, par une fenêtre, une bombe sur lui.

Sur le pont de Koumaya, à Saraïevo, Tchabrinovitch lança une bombe qui tomba sur la capote retournée de l'automobile archiducal, et que l'héritier du trône, avec présence d'esprit, rejeta en arrière par un geste de la main. Elle tomba à terre, et, en faisant explosion, elle endommagea la troisième auto, parmi les occupants de laquelle le lieutenant-colonel comte Merizzi, aide de camp de l'archiduc, fut blessé. Merizzi fut transporté à

l'hôpital, sur quoi l'archiduc et sa femme continuèrent leur trajet vers l'hôtel de ville.

Cette cérémonie officielle étant terminée, on délibéra pour savoir ce qu'il y aurait à faire désormais. Ici, il faut rectifier la version d'après laquelle l'archiduc François Ferdinand aurait persisté, malgré l'avis de son entourage, à exécuter le programme primitivement fixé. Au contraire, il demanda : « Qu'allons-nous faire maintenant ? Va-t-il falloir que nous recommencions à nous faire tuer ? » La dessus, le *Feldzeugmeister* (général d'artillerie) Potiorek fit la proposition suivante : « Il y a deux possibilités : ou bien il faut punir la ville en lui refusant l'exécution du programme, ou bien il faut faire évacuer les rues et accomplir le programme jusqu'au bout. »

L'héritier du trône, après une courte réflexion, répondit : « Exécuter le programme, mais faire évacuer d'abord les rues, cela ne me plaît point. Il vaut mieux laisser le programme de côté. Je voudrais seulement faire encore une visite à Merizzi. »

On se mit donc en route pour se faire conduire à l'hôpital. Malheureusement, dans la surexcitation générale, on oublia d'indiquer au chauffeur de la voiture archiducal le chemin qu'il aurait à prendre. Aussi suivit-il l'automobile du bourgmestre, qui marchait devant, jusqu'au coin du quai Appel et de la rue François-Joseph. L'officier d'automobile, comte Harrach, qui, pour protéger l'héritier du trône, s'était placé sur le marchepied de côté — malheureusement, il était sur le côté opposé à celui où se trouvait l'auteur de l'attentat, — cria « halte ! » au chauffeur lorsqu'il le vit s'engager dans la rue qu'il ne devait pas prendre. Le chauffeur stoppa, et c'est justement cet arrêt qui donna à Princip, d'une manière inattendue, l'occasion de tirer deux coups de feu à une distance de quatre pas seulement ; ces deux coups, chose remarquable, traversèrent l'un et l'autre

une grosse artère : la carotide chez l'héritier du trône, et une artère abdominale chez la duchesse de Hohenberg.

Potiorek eut alors la terrible tâche de maintenir avec chaque main l'un des deux agonisants, tandis que leur sang ruisselait sur lui et que l'auto continuait sa route à toute vitesse. Lorsqu'il descendit de la voiture, il avait l'aspect terreux et décomposé, mais il était entièrement maître de lui-même, et c'est d'une voix contenue qu'il donna des ordres pour exposer les corps des victimes dans le salon. Il renvoya sa suite en donnant pour consigne qu'on se retrouvât auprès de lui dix minutes après, et il dicta alors, pendant une heure et demie, les télégrammes destinés à l'empereur et aux autres personnalités compétentes.

Suivant une communication qui m'a été faite par une tierce personne, également haut placée, Potiorek aurait garanti à l'héritier du trône, pendant la délibération qui suivit le premier attentat, qu'il ne s'en produirait pas un second, tous les criminels ayant été arrêtés. L'héritier du trône aurait répondu d'un air sceptique : « Je ne le crois pas. Nous allons recevoir encore quelques balles. »

Le pressentiment que l'infortuné héritier du trône avait eu à Trieste, d'abord, puis à Saraïevo, reposait peut-être sur de bonnes raisons. Des bruits circulaient sur l'attentat qui avait été préparé. Le consul italien et le consul allemand, aussi bien que le président de la *Landesbank* bosniaque, avaient donné des avertissements. Une jeune fille, qui appartenait à la foule des spectateurs, fit remarquer à l'un des gardiens de la paix qu'un jeune homme, dans le voisinage, cachait quelque chose et avait un air suspect. Le gardien l'envoya brusquement promener : « Laissez-moi tranquille, il faut maintenant que je salue. » Princip lui-même aurait demandé à l'un des agents de la police secrète dans quelle auto se trouvait l'héritier du trône, et l'agent le lui aurait indiqué sans se douter de rien.

### **Les persécutions continuent.**

Tandis qu'on se figure en Europe que l'amnistic de l'empereur d'Autriche a aboli toutes les injustices et gracié tous les condamnés politiques, les autorités civiles et militaires continuent à provoquer des procès de haute trahison partout où elles croient nécessaire de sévir contre la population mécontente. D'ailleurs, comme on le sait, l'amnistic ne s'applique qu'à certains cas particuliers, et seulement en Autriche. La Hongrie, ainsi que la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire la presque totalité des territoires yougoslaves, ne bénéficie pas de cet acte de clémence, exploité effrontément dans des buts inavouables.

La vérité, c'est que chaque jour, en Bosnie-Herzégovine, de nouveaux procès sont intentés et de nouvelles condamnations prononcées pour des crimes politiques la plupart du temps imaginaires. Le journal *Novosti*, du 7 juillet, rend compte de l'audience du 3 juillet du tribunal régional de Saraïevo, qui avait à juger une trentaine d'accusés, appartenant à toutes les parties du pays, et poursuivis pour haute trahison ou pour espionnage. Parmi eux figurait le malheureux Milan Hadjivoukovitch, échappé par miracle au massacre du 10 août 1914, traîné dès lors de prison en prison et gravement malade à l'heure actuelle (v. page 78).

### **Une interpellation yougoslave à Vienne.**

Les députés yougoslaves Korochetz (Slovène de Styrie, président du club yougoslave), Spintchitch (Croate d'Istrie, vice-président), et Baliak (Serbe de Dalmatie) ont adressé au président du Conseil autrichien, le 3 juillet, l'interpellation suivante :

« En vertu de la loi du 22 février 1880, le gouvernement impérial et royal a le droit d'exercer son influence sur les principes au nom desquels la Bosnie-Herzégovine doit être gouvernée. C'est en nous inspirant de cette loi et pour accomplir notre devoir national que nous jugeons indispensable de vous adresser l'interpellation suivante :

La Constitution de la Bosnie-Herzégovine a été décrétée par François-Joseph le 17 février 1910.

Lorsque la guerre a éclaté, le gouverneur de Bosnie et d'Herzégovine, homme d'une réputation néfaste, a *aboli tous les droits des citoyens et tous les droits de l'homme*. Des personnes absolument innocentes ont été arrêtées et traînées dans les casernes d'Arad. D'autres ont été prises comme *otages*, et un très grand nombre ont été *fusillées sans aucune raison*. Potiorek a créé une troupe de protection dans laquelle on a enrôlé et armé les hommes les plus suspects. Beaucoup de ceux-ci avaient déjà été condamnés à plusieurs reprises pour vol, pillage et détournements. Il est à peine possible de décrire les souffrances de la population laissée sans défense, sous la terreur de hordes pareilles. Partout où ces hordes ont apparu, les violences, les assassinats, les pillages, les vols, les incendies ont été à l'ordre du jour.

Il est bien compréhensible qu'un tel gouverneur du pays n'ait pas pu souffrir le contrôle de la Diète et ait tout préparé pour la dissoudre par la ruse et la fourberie. La Diète de Bosnie-Herzégovine avait contre elle tous ceux parmi les fonctionnaires qui ont voulu travailler à leur guise et à leur profit sans subir de contrôle. Une fois la Diète dissoute, l'administration a pu faire tout ce qu'elle a voulu.

Les conséquences de cette situation sans contrôle ont été des malversations, des prévarications, des abus de toutes sortes commis par les organes administratifs.

Aujourd'hui un assez grand nombre de fonctionnaires supérieurs se trouvent inculpés de ces crimes. Deux fonctionnaires se sont suicidés. On a ordonné encore d'autres enquêtes qui ont été menées à huis-clos de peur que quelques détails ne transpirent dans le public. Il suffit de mentionner le commerce scandaleux de chevaux à Bania-Louka, commerce où étaient impliqués aussi de très nombreux fonctionnaires supérieurs. Nous exposons, aux prochaines séances des Délégations et du Parlement, des faits concrets.

Pendant ce temps de violations des lois, sans aucun contrôle et sans Parlement (on a dû le convoquer six mois après), tout le peuple est devenu étranger au gouvernement et toute confiance dans l'administration a disparu par le fait d'une justice insuffisante et contraire à tout droit.

L'administration bureaucratique a commis de lourdes fautes dans le ravitaillement de la population. *Il est arrivé que des départements entiers en Bosnie et Herzégovine ont subi la famine. Plusieurs milliers de personnes sont mortes de faim.*

Ce sont les conséquences de l'absence de contrôle. Il paraît qu'aujourd'hui encore, on applique en Bosnie-Herzégovine le principe, contraire à l'esprit de notre époque, de gouverner par l'usurpation du pouvoir et par la violence...

Au nom du club yougoslave, nous demandons :

1) Le Président du Conseil sait-il qu'en Bosnie-Herzégovine règne un état anti-constitutionnel ?

2) Le Président du Conseil est-il disposé à mettre fin à cet état de choses et à s'occuper de restituer les droits constitutionnels et civiques à la population de Bosnie-Herzégovine ?

3) Le Président du Conseil est-il disposé à employer toute son influence pour que la Diète de Bosnie-Herzégovine soit convoquée immédiatement ? »

## Les socialistes minoritaires allemands et la question serbe.

En réponse au questionnaire du Comité hollando-scandinave de Stockholm, les socialistes minoritaires allemands, conduits par le Dr Edouard Bernstein, Haase et Ledebour, ont exprimé dans leur mémoire sur la paix l'opinion suivante sur la question de notre peuple :

« Il est nécessaire que la Serbie soit rétablie comme un Etat autonome et indépendant. Nous ne nions point que le mouvement des Serbes en faveur de leur réunion en un Etat national soit justifié. La création d'un pareil Etat et sa fusion avec les autres pays balkaniques en une fédération républicaine serait le meilleur moyen de créer dans les Balkans une situation satisfaisante et durable. »

## Une adresse américaine à la Russie.

*Mise en garde  
contre les manœuvres pacifistes de l'Allemagne.*

Envisageant aujourd'hui sa ruine comme inévitable si ses ennemis maintiennent leur alliance contre elle, l'Allemagne croit pouvoir encore arracher une victoire à sa défaite, pourvu qu'elle réussisse à détacher la Russie de ses fidèles alliés par l'offre d'une paix sans annexions et sans indemnités. En cas d'échec de ce projet, elle espère imposer aux alliés, par l'entremise de la Russie, une politique qui laisserait sous son contrôle la Bosnie, l'Herzégovine et d'autres pays précédemment ravis par la violence à de pacifiques voisins. Ces conquêtes antérieures

garanties par des traités et sa domination encore consolidée et accrue sur l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, feraient sortir des ruines de la guerre qu'elle a volontairement provoquée une Allemagne nouvelle et plus puissante que jamais. Profitant de tous les approvisionnements, des machines, des trésors conquis par elle sur les territoires envahis, soutenue par les milliards prélevés, sous forme d'indemnités illégales, sur les villes occupées, sa propre puissance augmentée par l'immunité pratique que lui confèrent les ravages exercés dans les armées adverses, incommensurablement fortifiée aux yeux du monde par le prestige militaire et par la victoire morale qui appartiennent à celui qui dicte la paix sur le territoire ennemi, n'ayant plus que des adversaires trop affaiblis pour pouvoir, avant un siècle, remédier aux destructions systématiques opérées par les armées d'invasion, la nouvelle Allemagne dresserait les plans de ses agrandissements futurs avec toutes les chances de succès. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ces mots de « paix sans annexions ni indemnités » sonnent agréablement aux oreilles allemandes.

Telle est la paix que des agents secrets de l'Allemagne préconisent en tous pays; telle est la paix qui forgerait à nouveau pour la Russie les chaînes que votre glorieuse Révolution vient de briser; telle est la paix que, unis dans la fraternité de la démocratie, nous voulons prévenir.

### *Deux significations de « Sans annexions ».*

Disons franchement à ceux qui, dans nos deux pays, parlent d'une paix sans annexions ni indemnités: « Si vous entendez par là une paix qui ne permettra pas la prise de possession des maisons et des champs de nos ennemis, nous sommes d'accord avec vous; si vous vous opposez à la conquête par la force des terres d'autrui, à

l'asservissement violent de peuples étrangers, notre opposition n'est pas moins énergique que la vôtre ; si vous ne désirez pas que des indemnités injustes soient imposées, dans le seul but de les appauvrir, aux pays qui ont provoqué cette guerre, nos désirs sont exactement les mêmes. Si c'est bien cela ce que vous entendez par une paix sans annexions ni indemnités, alors nous considérerons une telle paix comme bienvenue.

Mais si « sans annexion » signifie pour vous que les voleurs teutons ne rendraient pas le sol sacré de la Russie et de la Serbie qu'ils ont aujourd'hui ravi par la violence aux Slaves, ou qu'ils ne restitueraient pas le territoire des frères slaves des Russes en Bosnie-Herzégovine, territoire qu'ils leur ont arraché hier avec la même cruauté ; si vous entendez qu'ils ne se dessaisiraient pas des champs abreuvés de sang de l'innocente Belgique ni des contrées dévastées du nord de la France, conquises aujourd'hui par le militarisme autocratique ; qu'ils ne rétabliraient pas dans leurs conditions légitimes les belles provinces d'Alsace-Lorraine asservies hier par le même militarisme ; si vous entendez que la malheureuse Arménie, affranchie de la tyrannie turque par les armées russes, devrait être abandonnée aux Turcs et aux Kurdes pour de nouveaux massacres et de nouveaux pillages ; si « sans indemnités » signifie pour vous que les auteurs d'effroyables dévastations ne seraient tenus à aucune juste réparation pour les dommages causés dans les territoires envahis, que l'héroïque Belgique serait abandonnée à la contemplation sans espoir de ses contrées en ruine, que la France généreuse, après s'être hâtée au secours de la Russie dans une lutte inégale, devrait payer, dans sa pauvreté, les millions volés à son peuple, et cela pour l'enrichissement de l'Allemagne qui ne cherche qu'à lui rendre impossible tout développement futur ; si vous entendez que c'est sur les innocentes victimes que doit peser le fardeau de restaurer les pays conquis,

tandis que l'agresseur, le coupable, serait laissé à même de jouir et de profiter des fruits de ses vols ; alors nous vous dirons : « Un peuple de libre démocratie sait mourir, mais il ne sait pas conclure une paix injuste et déshonorante. »

Lyman ABBOTT; James M. BECK; Frédéric R. COUDERT; Thomas A. EDISON; Charles S. FAIRCHILD; Franklin H. GIDDINS; John Grier HIBBEN; Hamilton HOLT; George Haven PUTNAM; Douglas WILSON JOHNSON; Charles Evans HUGHES; George KENNAN; Louis MARSHALL; Théodore ROOSEVELT; W<sup>m</sup> ROSCOE THAYER; W<sup>m</sup> English WALLING; George W. WICKERSHAM; W<sup>m</sup> EMERSON.

---

*Ad p. 18.*

Nazim-bey Rizvanbégovitch avait trois frères.

Dans leur ville natale, Stoltz, tous quatre organisèrent une courageuse résistance à l'occupation autrichienne, mais ils devaient chèrement payer leur dévouement patriotique : lors de l'investissement de Stoltz, Nazim et deux de ses frères périrent, brûlés vifs, dans une maison incendiée par les obus austro-hongrois. Le quatrième frère, capturé, fut pendu (v. p. 14).

*Ad p. 54.*

Virilistes : les députés qui doivent leur siège non à une élection, mais à un privilège (évêques, etc.).

Curies : les diverses classes d'électeurs.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages.
Préface . . . . .	3
Avant-propos . . . . .	7
Aperçu général . . . . .	9
I. La Turquie et la Bosnie-Herzégovine au XIX <sup>e</sup> siècle . . . . .	15
II. L'occupation par l'Autriche-Hongrie (1878-1908) . . . . .	34
III. Après l'annexion . . . . .	56
IV. Les violences pendant la guerre . . . . .	72
V. La libération et l'union . . . . .	96
Notes . . . . .	110

---



# EDITION ATAR, GENÈVE

---

La Guerre mondiale, journal quotidien ill. 20 cent. le numéro. Abonnement mens., Suisse : Fr. 5.—, Etranger : Fr. 6.—. Prix actuel de chaque tome : Fr. 25.—. Ont paru à ce jour les tomes I à VIII	Fr. 200.—
La Guerre de 1914, par Jean DEBRIT (notes au jour le jour par un neutre). Ont paru à ce jour les tomes I à V. Chaque tome . . . . .	2.50
Soldats internés en Suisse (au sortir des camps allemands), par Noëlle ROGER . . . . .	2.—
Dans la lutte, par M. le prof. Al. FRANÇOIS. Ré- flexions patriotiques, morales et sentimentales d'un neutre . . . . .	2.—
La part du Neutre, par le prof. Alex. FRANÇOIS . . .	3.—
Saisons d'exil, par Lucy KUFFERATH . . . . .	2.50
Rêves mutilés, souvenirs d'une exilée belge, par Lucy KUFFERATH . . . . .	2.50
Du Torrent au Lac, par Lucy KUFFERATH . . . . .	3.—
La menace de paix, par G.-D. HERRON . . . . .	2.—
Comptes rendus « Uwagi » . . . . .	1.—
La Pologne et l'Europe . . . . .	0.60
Nouveaux partages . . . . .	0.50
Enquête contradictoire dans l'intérêt de l'Eu- rope, par J.-U. MENNI . . . . .	2.—
La Pologne attend, par Ed. PRIVAT . . . . .	1.50
Du droit de la force à la force du droit, par Edg. MILHAUD, prof. . . . .	1.—
Qu'est-ce que la révolution russe ? faits, statis- tiques, perspectives historiques et sociologiques, par le Dr N. A. ROUBAKINE . . . . .	3.50
Allemands ! En avant vers la démocratie, par Hermann FERNAU, traduit de l'allemand par F. L. SCHOELL . . . . .	3.50

*En vente dans toutes les librairies.*

---

Imprimerie Albert Kundig, Genève.